



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-03-16/ 2022-03-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mercredi 16 mars.

L'Assemblée nationale est devenue « le temple de la corruption » (Député Ndombasi). A l'occasion de la rentrée parlementaire, mardi 15 mars, cet élu de la plate-forme Lamuka dénonce : « Chaque membre de l'Union sacrée reçoit une prime carburant de 1 000 USD le mois. En calculant, nous avoisinons les 380 000 USD le mois, soit 4 500 000 USD l'an comme frais de corruption. L'Assemblée nationale qui devrait être le temple de la démocratie congolaise est à ce jour le temple de la corruption » Pour lui, les « frais de carburant » constituent une corruption à l'instar des véhicules 4x4 de marque Palissade offerts aux députés « pour acheter la conscience des parlementaires ». Il rappelle à ses collègues députés que 27 millions de Congolais sont en insécurité alimentaire.

Volcan Nyiragongo : l'OVG en difficulté pour mener la sensibilisation de masse. Pour étendre le système d'alerte précoce, la Monusco avait doté ce service d'une sirène. Ce système d'alerte avait la capacité d'arroser au moins 8 km de rayon. Mais, il n'est pas opérationnel depuis environ cinq ans. Des campagnes de sensibilisation de masse, qui constituent aussi un autre moyen de sensibilisation, ne sont plus menées. L'OVG parle de manque des moyens financiers et du matériel. Cette carence constitue un souci majeur pour l'OVG. Son directeur scientifique indique que son service se concentre sur la surveillance seulement. L'OVG utilise, comme outils, des drapeaux à quatre couleurs : le vert qui signifie que la situation est normale. Le jaune recommande la vigilance ; l'orange = le danger imminent et le rouge = volcan en éruption.

Mercy Corps lance le projet 'Tujenge Pamoja' pour renforcer la paix en Ituri et au Nord-Kivu. Selon la directrice du programme Tujenge Pamoja, ce projet de cinq ans a pour but de s'attaquer aux causes profondes des conflits, et veiller à ce que les voix des marginalisés soient prises en compte dans la recherche des solutions aux problèmes clés. Pour elle, ce programme envisage d'organiser des dialogues avec les communautés, renforcer les systèmes d'alerte et monter des mécanismes de lutte contre les rumeurs et fausses nouvelles.

Affaire Bukanga Lonzo : Matata Ponyo écrit à ses collègues sénateurs. Il leur rappelle le refus par le président du Sénat d'appliquer l'arrêt de la Cour constitutionnelle; selon lequel aucune juridiction d'ordre judiciaire ne peut le juger pour des faits commis à l'époque où il était Premier ministre. Toute en dénonçant cette violation flagrante de la loi fondamentale, Matata Ponyo demande aux sénateurs d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la plénière du Sénat. Augustin Matata Ponyo était poursuivi par la justice pour détournement des fonds destinés au projet agroindustriel de Bukanga Lonzo. L'ex-Premier ministre était également poursuivi dans l'affaire de dédommagement des commerçants étrangers victimes des mesures de zairianisation en 1973 et

1974. Il devait donc justifier plus de 110 millions USD et plus de 27 millions Euros. A ce sujet, le président du Sénat dit attendre un document de non-lieu pour pouvoir annuler la mesure de levée d'immunités parlementaires de Matata Ponyo.

Volcan Nyiragongo : aménagement des deux concessions pour abriter 500 ménages des sinistrés. Les bénéficiaires de ces parcelles reçoivent des jetons, sur base desquels ils obtiendront des actes de cession pour leur permettre de se procurer des titres parcellaires auprès des services de cadastre. Cette cité, dénommée "Maman Marie Olive Kabila", devrait compter un terrain de football, deux écoles, 4 églises, un abattoir, deux marchés, dont un à côté de la frontière avec le Rwanda, ainsi que des structures sanitaires.

Lubumbashi : le site de la station de pompage de la REGIDESO/Kasapa spolié à 80%. Sur 240 hectares, il n'en compte qu'une dizaine actuellement sur la station de pompage de la Regideso/Kasapa. Cette station de pompage dessert près de 40% de la population de Lubumbashi. L'occupation humaine illicite de ce site risque à la longue d'infecter la nappe d'eau.

Les produits miniers se portent bien sur le marché international la semaine du 14 au 19 mars. Le cuivre se fait un gain de 5,74% et sa tonne se négocie cette semaine 10 529 USD contre 9 957,40 une semaine avant. Le cobalt enregistre 3,65% de hausse. Sa tonne coûte 78 277,50 US contre 75 521,25 il y a une semaine. La même source annonce 9,42% de hausse pour la tonne du zinc, qui passe de 3 735,20 USD à 4 087,15 cette semaine. La tonne de l'étain va coûter 48 534,50 USD. Le gramme d'or passe à 64,29 USD contre 62,35. Le gramme du tantale vaut 343 USD contre 340 une semaine avant et l'argent ferme la manche avec 0,84 contre 0,80 USD.

Kwilu: la foudre fait 8 morts en 2 mois dans le territoire de Gungu. Cette situation, crée une insécurité totale. "Ces femmes-là ont fait la grève parce que dernièrement il y en a une qui a trouvé la mort à cause de la foudre. Alors comme nous sommes pendant la saison pluvieuse, elles ont décidées de rester à la maison au niveau des villages. Finalement, lorsqu'elles décident de ne plus aller aux champs, voilà maintenant comme conséquence, il y a la famine qui s'installe, il y a la rareté des produits agricoles».

Beni : 2 femmes ont été tuées dans une nouvelle attaque attribuée aux ADF à Mayimoya. Selon le coordonnateur de la Nouvelle société civile congolaise (NSCC) cette situation a causé le déplacement des habitants de la région vers des milieux jugés sécurisés. L'armée ne confirme pas encore cette attaque.

Kindu : inauguration du 2^{ème} module de résidences étudiantes de l'Université Mapon. Ce bâtiment de 70 chambres avec une capacité de loger 170 étudiants a été construit sur fonds propres de la fondation Mapon avec une main d'œuvre locale. Avec ce deuxième module de logements étudiants, cet établissement universitaire a désormais la capacité d'héberger plus de 400 étudiants venant de tous les coins du monde.

Tshopo: le gouverneur intérimaire supprime la taxe de péage illégale sur la route Kisangani – Ubundu. Les usagers de la route Ubundu se sont toujours plaints d'être soumis au paiement de sommes injustifiées par divers services étatiques installés aux postes de contrôle sur la route Opala et celle d'Ubundu. Le gouverneur a démantelé une série des barrières érigées sur l'axe Kisangani-Banalia, au nord de la ville de Kisangani.

Tshopo : un chef milicien se dit en insécurité après avoir déposé les armes. Réagissant à ces allégations, le commandant adjoint de la 3e zone de défense, appelle l'intéressé au calme. Un programme réaménagé de désarmement, réinsertion et réintégration communautaire pour tous les groupes armés est en train d'être mis sur pied, déclare-t-il. Ce chef milicien a combattu l'Institut congolaise de conservation de la nature (ICCN) durant plusieurs années dans la forêt de Lowa, puisqu'opposé à l'érection du parc de la Lomami.

Maniema : la FEC décrète 5 jours de grève à Lubutu. Le président de la Fédération des entreprises du Congo/Lubutu indique que contrairement aux autres territoires de la province du Maniema, le service de la Direction générale des impôts basé à Lubutu demande aux opérateurs économiques une somme de 31 500 FC (15.75 USD) d'IPR, plus les frais de dépôt M-Pesa alors que dans les autres territoires le montant varie entre 8 000 à 10 000 FC (4 à 5 USD) pour le même impôt. En plus du paiement de cette somme, aucun opérateur économique ne reçoit le bordereau de versement de la banque comme preuve de paiement.

Kwilu : transformées en poubelles et latrines, les rivières sont menacées de pollution. « Les déchets de toutes sortes sont jetés quotidiennement dans les rivières, tels que les plastiques, les sachets et autres immondes. Plusieurs habitants défèquent sur les rivières », a déploré le chef d'informations géographiques de la division provinciale de l'environnement. Une situation qui est à la base de la mutation des poissons et du bouleversement de la circulation sur les rivières. Cela peut aussi causer certaines maladies hydriques. Il a

recommandé à la population la construction des latrines et la bonne gestion des déchets pour protéger l'environnement.

Beni : 735 vaches bloquées à la frontière Congo-ougandaise sur ordre de l'administrateur. Il exige que, pendant la période de l'état de siège, les bêtes soient transportées à bord de véhicules afin de passer au service des douanes. Une situation que déplorent les bouchers et fournisseurs de bêtes, qui constatent un manque à gagner et une carence de viande de bœuf dans la région avec toutes les conséquences, comme la hausse de prix sur le marché.

Nord-Kivu : le comité de pilotage du projet "femmes petites commerçantes" transfrontalier installé à Goma. Cette structure a pour objectif de favoriser les échanges entre les femmes, mais aussi la transparence dans le projet d'autonomisation de la femme petite commerçante transfrontalier. Ce comité sera présidé par le vice-gouverneur dans le but de permettre l'implication de l'autorité provinciale, mais aussi son appropriation du projet en faveur de cette catégorie des femmes. Elles sont estimées à 7 000 femmes petites commerçantes pour Goma seulement, qui œuvrent dans le domaine du cru et produits manufacturés entre Goma et Gisenyi.

Le musée national de Gungu bientôt opérationnel, 7 000 œuvres d'art déjà reconstituées. Cette galerie d'arts va rouvrir ses portes, après l'incendie de 2021, au cours duquel plus de 25 000 œuvres d'art sont parties en fumée.

Selon le responsable de ce musée, 7 000 pièces ont été réunies par ses efforts personnels après cet incendie. Il espère qu'en juillet 2022, ce musée devait être la principale attraction du Festival international de Gungu.

Nord-Kivu : la force navale dotée de nouveaux matériels. Sept embarcations dont des zodiac et canots rapides équipés de matériels de communication et de fusils ont été remis mardi 15 mars par le gouverneur du Nord-Kivu, au commandant du 33ème groupement naval. C'est une dotation du Président de la République destinée à servir pour le Lac Kivu, Lac Albert et le Lac Eduard au Nord-Kivu. Ces équipements visent à renforcer la sécurité des frontières lacustres et aussi faciliter le travail des patrouilles, dans la lutte contre la pêche illicite et les braquages d'hommes armés sur ces lacs.

Incendie à De Bonhomme : pas de maisons brûlées, seul le dépôt de carburant a été calciné, précise la Police. Les causes de cet incendie seraient liées aux mauvaises conditions d'entreposage, Pour l'instant, seul le dépôt a été incendié, et les dégâts sont enregistrés autour des parcelles derrière le siège du Parti lumumbiste unifié (PALU). Le feu a été maîtrisé. La Police a placé des barrières pour empêcher la population de s'approcher du lieu de cet incident. La station-service Engen à quelques 300 mètres a été épargnée.

Jeudi 17 mars.

Tueries des civils en RDC : le ministre de la Défense interpellé à l'Assemblée nationale. Le député Muhindo déplore le meurtre de 79 civils du 12 au 14 mars dans plusieurs localités de Beni dans le Nord Kivu et Irumu en Ituri. En outre, ajoute l'élue de Beni, 2 068 civils ont été sauvagement massacrés en 331 jours, soit une moyenne de 7 civils tués par jour depuis l'instauration de l'état de siège. Pendant la période de la mutualisation des forces FARDC-UPDF, soit 104 jours, il dénombre 383 civils tués équivalant à 4 civils tués chaque jour. « Raison pour laquelle je viens de déposer une question orale au ministre de la Défense pour qu'il vienne nous expliquer les causes réelles de l'enlèvement de cette situation, et les mesures fortes qu'il a prises pour sortir de cette situation dans les deux provinces sous état de siège », a déclaré Jean-Baptiste Muhindo.

Développement de 145 territoires : le gouvernement annonce le décaissement des fonds pour l'exécution du programme. De ce fait, les travaux pourront enfin commencer sur le terrain. C'était à l'issue de la réunion présidée par le Premier ministre, à la Primature. Les participants ont aussi évoqué l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie congolaise. Le CCE a constaté une pression sur les prix des biens sur le marché en RDC.

Nord-Kivu : l'armée appelle les habitants de Beni à ne pas céder à la manipulation ; Il lance cet appel au lendemain de l'attaque meurtrière des Allied democratic forces (ADF) dans le village de Mambume Mbume, entre le territoire de Mambasa en Ituri et Beni au Nord Kivu. Il encourage également ces derniers à initier le dialogue en cas de problèmes, au lieu d'appeler à des manifestations dont le résultat joue à l'avantage de l'ennemi. « Villes mortes...marches, ça n'a jamais résolu des problèmes. L'essentiel pour nous c'est rester ensemble, regarder dans la même direction. Mais commencer à interdire la population de ne pas collaborer avec l'armée c'est en faire trop, c'est vouloir quelque chose et son contraire. Nous voulons la paix, nous devons tous travailler que cette paix-là soit une réalité dans notre région », a insisté le porte-parole des opérations Sokolo1 au Nord-Kivu.

Kananga: le collectif « Génération chute Katende », plaide pour la relance des travaux de ce barrage. Selon les jeunes regroupés au sein du collectif « Génération chute Katende » il y aurait perte de certains matériaux de construction du barrage de Katende entreposé à Lubumbashi. Ils veulent savoir ce qui bloque la reprise des travaux de construction de ce barrage dans leur région.

Nord-Kivu : la société civile de Kirumba plaide pour l'installation d'une position militaire à Vusesa, pour mettre fin aux cas de braquage des véhicules sur l'axe routier Goma-Butembo. La société civile renseigne que trois personnes partant pour Goma ont été kidnappées et dépossédées de leurs biens par des bandits armés.

De retour à Kinshasa, Félix Tshisekedi visite les sinistrés de l'incendie de Debonhomme. Informé de l'incendie qui a causé d'énormes dégâts matériels et pertes en vie humaine la nuit du mercredi 16 mars à Debonhomme, un quartier situé le long de la route de l'aéroport, le couple présidentiel s'est arrêté pour constater les dégâts et apporter le premier réconfort aux sinistrés. Il a échangé avec le père d'une des victimes, un enfant de 14 ans.

Kwilu : trois députés provinciaux meurent dans un accident de circulation au pont Maindombe. Le ministre provincial de l'Intérieur renseigne que le brouillard est la cause de cet accident. Le véhicule a fini sa course dans la rivière Maindombe. 11 personnes étaient dans le véhicule parmi lesquelles quatre députés provinciaux du Kwilu. **Accident sur le pont Mai-Ndombe : après des cérémonies coutumières, des plongeurs dépêchés pour retrouver les corps des disparus.** Des enquêtes sont diligentées pour retrouver les corps de trois députés provinciaux du Kwilu et de six autres personnes disparues. D'après le président de l'Assemblée provinciale du Kwilu, les plongeurs ont été dépêchés après des cérémonies coutumières. **Incendie à De Bonhomme : les autorités vont renforcer des mesures pour éviter d'autres drames.** « Le gouvernement provincial va interdire de délivrer des autorisations de vente aux différents vendeurs à la sauvette qu'on appelle communément "Kadhafi" par les bourgmestres et autres services de la province. Nous allons veiller à ce que ces mesures soient de stricte application pour éviter encore des drames de ce genre », a indiqué le porte-parole du gouvernement provincial de Kinshasa La police a fait état d'un mort, 8 personnes brûlées, 5 maisons endommagées ainsi que 7 véhicules incendiés dont 2 poids lourds lors de cet incendie d'un dépôt de carburant au quartier De Bonhomme.

La corruption continue à gangrener la vie nationale et les institutions publiques (Société civile). Des organisations de la Société civiles ont participé, avec l'appui de la coopération allemande GTZ, à un atelier du 15 au 16 mars à Kinshasa sur l'état des lieux de la corruption en RDC, sous le thème : « la corruption par la transparence et la redevabilité dans la synergie d'actions multi-acteurs ». Les organisations de la société civile ont formulé, à l'issue de leurs travaux, plusieurs recommandations parmi lesquelles la publication de tous les contrats publics par le gouvernement et le respect des règles de passation des marchés publics. Elles ont noté, par exemple, le manque de distinguo entre les ressources publiques et privées, le détournement des deniers publics, le clientélisme à grande échelle ainsi que l'abus de pouvoir. Elles ont insisté sur la réhabilitation de la justice.

Déraillement du train à Kitena : des malades pris en charge à l'hôpital de Luena. D'après l'administrateur du territoire de Bukama, l'hôpital de Luena a reçu du gouvernement du Haut-Lomami, des médicaments pour les soins des accidentés. « La plus grande difficulté c'est la prise en charge en termes de nourriture pour les accidentés dont les membres de famille sont dans l'espace Grand Kasai. Il y a certains enfants de moins de 10 ans dont les parents sont décédés dans cet accident. Ils n'ont personne pour leur donner de la nourriture ».

Maniema : plus de 24 000 cas de violences basées sur le genre répertoriés de 2019 à 2021. La cheffe de Division provinciale du Genre, Famille et Enfant, rappelle que cette séance de plaidoyer était pour sensibiliser toutes les autorités et décideurs afin qu'ils s'investissent et prennent les choses au sérieux, parce que «si l'on ne fait rien, c'est la jeunesse qui périt et l'avenir de la province est mis en cause ». Elle a par ailleurs fait savoir que la prise en charge holistique de toutes ces victimes s'élève seulement à 9% dans la province du Maniema. Le représentant du gouverneur, se dit choqué par ces chiffres. Il appelle la justice à faire son travail.

Goma : les acteurs éducatifs se penchent sur les politiques de l'éducation accélérée. Environ 7 350 000 enfants et adolescents dans ce pays sont en dehors de l'école ou du système éducatif formel. Pour ce faire, le gouvernement de la République a développé trois offres pour s'occuper de ces enfants. « Le rattrapage qui prend en compte les enfants de 9 à 16 ans. Et une autre pour les adolescents plus âgés qu'on appelle alphabétisation pour les adultes, et une autre qu'on appelle les passerelles. Toutes, consistent à réintégrer, à rattraper d'une certaine manière la couche de la population qui n'a pas eu accès à l'éducation », explique le directeur du projet Sasa Tunasoma de l'USAID. Pour l'organisateur, il n'y a pas de pays qui puisse se développer sans l'éducation.

Ituri : 5 personnes tuées par la chute d'un arbre à Bolobolo. Un gros arbre est tombé mardi 15 mars sur des paysans qui se rendaient aux champs au village de Bolobolo, à une dizaine de kms de Bunia (Ituri). Un vent violent qui a soufflé dans la zone est à l'origine de ce drame. Par ailleurs, d'autres dégâts ont été enregistrés dans la commune de Mongwalu où plusieurs maisons ont été également endommagées par cette tempête.

Une pluie diluvienne emporte deux personnes dans la ville de Bukavu. Les principaux dégâts de la pluie ont été enregistrés dans la commune de Kadutu. D'après les habitants, une partie du mur du stade de football de la Concorde de Kadutu s'est écroulé pendant la pluie, l'avenue industrielle est débordée, des camions conteneurs, des véhicules land cruiser, un tricycle, deux véhicules 4X4 et des motos ont été emportés vers le lac Kivu.

Butembo : les élèves finalistes protestent contre la hausse des frais de participation à l'examen d'Etat. Des élèves finalistes d'écoles de Butembo ont organisé une marche pacifique ce 16 mars dans la ville. Regroupés au sein de la Coordination des comités des élèves de Butembo, les manifestants réclament la baisse des frais de participation à l'examen d'Etat fixés à 121 000 FC (60,05 USD) par le gouverneur du Nord Kivu. Ils demandent au gouverneur de revoir sa mesure fixant les frais de participation aux examens d'Etat à 121 000 FC.

Ferdinand Kambere condamné à six mois de servitude pénale. Il est accusé pour coups et blessures volontaire sur Ardent Bukasa Kabambi, un militant de son parti. Le ministère public avait requis la peine de mort, accusant Ferdinand Kambere, le secrétaire permanent du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) de tentative de meurtre. Pour sa part, son conseil qualifie cette décision d'irrégulière : « Le Tribunal de grande instance, peut-il condamner quelqu'un à une peine qui ne relève pas de sa compétence ? Aussi, a-t-il entendu Ferdinand Kambere pour les faits de coups et blessures volontaires » ?

Kongo-Central : le prix du sac de ciment passe de 7 à 10 USD. Ce montant a été fixé jeudi 17 mars à l'issue d'un compromis entre la division provinciale de l'Economie, les délégués de trois cimenteries du Kongo-Central et les fournisseurs de ciment, après deux jours des discussions. Le chef de division provinciale de l'Economie, a justifié cette hausse par la relance après 5 ans de paie de la taxe sur la valeur ajoutée sur le ciment par le ministre des Finances.

35 millions d'Euros de l'Union européenne pour la réforme de la justice en Ituri. Selon la ministre de la Justice, ce programme vise à « renforcer l'Etat de droit, promouvoir la démocratie en RDC à travers l'indépendance du pouvoir judiciaire ». La deuxième phase de réforme de la justice va s'étendre sur une durée de trois ans.

Nord-Kivu : 9 personnes tuées, dont 3 rebelles des ADF à Watalinga (Armée). Certaines personnes sont portées disparues et des biens de la population pillés par les assaillants, indique la société civile locale. Une situation qui a causé un déplacement massif de la population vers des endroits supposés être sécurisés.

Sud-Kivu : la Monusco sensibilise près de 50 acteurs locaux aux mécanismes de protection des civils à Sange. Ces acteurs locaux sont venus des villages où les populations civiles ont plusieurs fois alertées des cas d'insécurité entretenus par des groupes armés locaux et étrangers. D'entrée de jeu, les participants ont commencé par dresser le tableau de la situation sécuritaire dans leurs milieux respectifs. Le BCNUDH a sensibilisé sur le Droit International Humanitaire. La section des Affaires civiles a parlé de la promotion du genre selon l'esprit de la résolution 1325 des nations unies, alors que l'information publique a insisté sur la gestion communautaire de la désinformation et des rumeurs. Une activité similaire de sensibilisation de la Monusco est organisée dans la ville de Baraka/Fizi.

Vendredi 18 mars.

Les Etats-Unis imposent des sanctions contre le raffineur d'or belge Alain Goetz. Alain Goetz et ses compagnies achètent de l'or tiré des régions contrôlées par les groupes armés impliqués dans les conflits en RDC. Ces groupes armés et leurs commandants ont attaqué des civils et sont impliqués dans des atrocités comprenant des massacres ethniques, des viols et le recrutement forcé d'enfants. L'or provenant des régions de conflit fournit la plus grande source de revenus aux acteurs armés dans l'est de la RDC, y compris les groupes armés qui font des profits à travers les taxes illégales, l'attaque de mines et la collaboration avec des contrebandiers. Goetz, dont le réseau s'étend sur l'Ouganda, les Émirats Arabes Unis et la Belgique, a été condamné en 2020 en Belgique pour blanchiment d'argent et fraude en rapport avec ses activités liées au commerce de l'or. Les États-Unis continueront d'appuyer les efforts du gouvernement de la RDC visant à lutter

contre la corruption, à mettre un terme à l'impunité, à promouvoir la croissance économique et à renforcer la paix et la sécurité.

Mai-Ndombe : plus de 1600 élèves finalistes de Bokoro sensibilisés sur les droits de la femme. Le préfet du lycée Saint Raphaël, l'abbé Herman Bitumba, a rappelé aux lycéennes de Bokoro ainsi qu'aux invitées finalistes d'autres écoles qu'elles ne devraient plus se limiter au port des pagnes ou à une quelconque émancipation issue d'une aliénation humanitaire mais plutôt prendre conscience qu'être femme implique des responsabilités tels que l'autodétermination, la liberté, la conscience morale. L'abbé Herman Bitumba, avec la sœur Pélagie Ntwa, préfet du lycée Salongo, dans la paroisse Sainte Croix de Bokoro ont organisé cette journée autour du thème : « le mois de mars, journée des pagnes, d'émancipation ou de prise de conscience ».

Catastrophes à répétition à Bukavu : un député plaide pour un plan d'urbanisation de grandes agglomérations. Cette interpellation fait suite aux catastrophes que connaît le chef-lieu du Sud-Kivu, notamment les dernières pluies qui ont causé d'importants dégâts matériels. Pour l'élu de Walungu, il faut que le gouvernement commence par Bukavu avec un plan d'urbanisation de nos villes. Il attire également l'attention de la population pour éviter des constructions anarchiques mettant leur vie en danger.

Ville morte à Kindu : l'exécutif salue la maturité de la population, la société civile se félicite de sa réussite. Selon la société civile force vive du Maniemala population a répondu à 80% à l'appel, en dépit des tractations qui avaient pour objectif de décourager toutes les parties prenantes. Selon lui, le gouvernement provincial a tout mis en place pour faire échouer la ville morte.

L'état des routes au Nord Kivu : principal obstacle de la commercialisation du fromage. Un fermier raconte que les difficultés sont essentiellement liées au mauvais état des routes, mais aussi aux moyens de transport exploités pour ces activités : la moto. Jusqu'ici, les grands clients sont les supermarchés locaux et des maisonnettes de vente implantées dans la ville de Goma. Il ajoute toutefois que, le fromage du Kivu, est aussi vendu dans d'autres provinces de la RDC, notamment le Sud-Kivu, à Kisangani et à Kinshasa, bien qu'en quantité limitée. Le transport est très coûteux parce qu'il se fait par voie aérienne.

Accident de Mai-Ndombe : le gouvernement va envoyer une grue pour permettre la sortie des corps de l'eau. Le vice-ministre de l'Intérieur, affirme que les 9 corps des victimes ainsi que le véhicule endommagé sont sous l'eau et que des mesures sont prises pour les retirer du lieu du drame.

Butembo : hausse des prix des produits importés sur le marché local. Les produits les plus concernés sont l'huile végétale, la farine de pâte, le sucre et même les matériaux de construction. Cette hausse des prix est constatée de façon progressive, depuis le mois de décembre de l'année passée. Le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) Butembo-Lubero, justifie cette situation par, notamment, la hausse du prix de transport des produits dans les pays voisins de l'Est où s'approvisionnent les opérateurs économiques congolais. La hausse du prix du baril de carburant sur le marché international a affecté le coût de production et du transport.

Beni : deux civils tués dans une embuscade près de Maimoya. C'était dans une nouvelle embuscade tendue par les présumés rebelles ADF. Les deux victimes dont le chef capita de la localité de Kokola 3 ont été tués par balle.

Bas-Uélé : la population invitée à se faire vacciner contre le coronavirus. Pour le coordonnateur du programme élargi de vaccination /Bas-Uélé, cette campagne est intervenue en retard en raison de l'organisation de celle relative à la distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action. Trois sites sont installés dans la ville de Buta. Il regrette la réticence de la population. D'après lui, il est important de multiplier la sensibilisation afin d'obtenir l'adhésion populaire. Cette sensibilisation va se poursuivre le 17 mars au sein des Fardc et de la police. Elle s'étendra dans les milieux de la FEC, des journalistes et des mobilisateurs sociaux.

Attaque d'un convoi chinois à Diambo : un mort et une importante quantité d'or emportée. Le drame a eu lieu peu avant huit heures non loin du village Labo. C'est là où deux véhicules, un pick-up et un véhicule 4X4 ralentissent pour traverser un tronçon parsemé des flaques d'eau. Le chauffeur du premier véhicule aperçoit des hommes armés postés de part et d'autre de la route. Son pick-up est criblé de balles. Il est blessé à la jambe. Le deuxième véhicule tente de faire demi-tour. La tentative échoue. Le véhicule est endommagé après avoir heurté un talus. Le propriétaire du site voulait s'échapper. Ces bandits lui ont tiré dessus. Il est mort sur le coup. Son collègue, lui aussi chinois, est atteint par balles à la poitrine. Malgré l'intervention des militaires Fardc, les bandits dont l'identité n'est pas connue, ont réussi à se volatiliser dans la nature avec l'or.

Nord-Kivu : un musée désormais opérationnel sur les volcans des Virunga. Il s'agit d'une carte volcanique en 3D qui montre toute la région volcanique et ses particularités. Une vitrine où sont exposés des morceaux de laves avec leurs composantes notamment les scories, le chevet de pellet et autres particules volcaniques. Il y a aussi des projections des films documentaires historiques sur la région des volcans. Ce musée qui sera permanent a été mis sur pied dans le cadre de la coopération Belge avec le musée royal d'Afrique centrale Tervuren.

Sud-Kivu : Mgr François-Xavier Maroy, archevêque de Bukavu appelle la population à l'unité. « C'est seulement dans la cohésion, l'unité et l'amour du prochain qu'il est possible de bâtir une nation forte, une Province où règnent la paix, la sécurité et le développement (...) Nous sommes désolés de regarder notre province en train de reculer à cause de nos petits conflits que nous pouvons régler en famille. Nous aimerions que tous ensemble nous ayons un même regard dans la même direction pour construire le pays ». Le gouverneur du Sud-Kivu, dit avoir consulté le prélat catholique qui a toujours privilégié la paix et le dialogue pour aplanir les divergences.

Goma : la CENAREF a clôturé l'atelier d'évaluation des risques de blanchiment des capitaux et terrorisme. Durant 4 jours, cet atelier avait pour objectif d'outiller ces acteurs étatiques sur la loi anti-blanchiment. Selon le directeur de la réglementation à la cellule nationale des renseignements financiers (CENAREF), il était également question de collecter les données auprès de ces entités par province afin d'établir un rapport qui permettra d'évaluer les risques au niveau national et définir une politique générale de lutte contre le blanchiment d'argent en RDC. C'est entre autres les cours et tribunaux, les parquets, les régies financières et services de migration et sécurité.

Félix Tshisekedi appelé à doter la Ceni des moyens conséquents pour organiser les élections dans le délai. Soixante-deux structures de la société civile invitent le Président de la République, Félix Tshisekedi, et les autres institutions à mettre à la disposition de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) des moyens conséquents pour la tenue des élections dans le délai constitutionnel. Elles ont lancé cet appel, vendredi 18 mars, dans une déclaration commune. « Il est important de relever l'urgence d'exécuter la feuille de route publiée récemment par la CENI, afin d'achever toutes les étapes nécessaires pour garantir le respect des délais, la transparence et la crédibilité des élections », souhaitent ces ONG.

Sud-Kivu : reprise timide des activités des infirmiers après trois jours d'arrêt. Ils avaient suspendu toute prestation pour réclamer la libération de trois de leurs collègues kidnappés depuis dimanche dernier par des hommes armés non identifiés à Katalukulu. Les kidnappeurs, identifiés comme des miliciens Maï-Maï, cherchaient le médecin de l'hôpital et l'infirmier titulaire d'un centre de santé à Katalukulu la nuit du dimanche dernier. Ils ne les ont pas trouvés. Ces miliciens ont alors décidé de mettre la main sur cinq personnes retrouvées sur le lieu, dont un chauffeur et quatre infirmiers, qu'ils ont emmenés vers la brousse. Le chauffeur et un infirmier ont réussi à s'enfuir. Les trois autres infirmiers sont toujours entre leurs mains.

Samedi 19 mars.

Guerre en Ukraine : le statut d'étudiant refusé aux Congolais réfugiés en Belgique. Quelques étudiants congolais inscrits régulièrement en Ukraine ont adressé des admissions à certaines universités belges, mais ces demandes ont été refusées. L'ambassadeur de la RDC en Belgique précise qu'une alternative a été trouvée avec la Pologne. « Un dispositif a été mis en place, un centre de crise basé en Pologne. Un accord a été trouvé pour qu'on accorde à ses étudiants un document provisoire pour leur permettre de poursuivre leurs études en Pologne ou à ceux qui le souhaitent d'aller ailleurs ». Les étudiants congolais d'Ukraine qui souhaitent rester coûte que coûte en Belgique doivent se soumettre aux obligations des lois belges en matière de séjour, précise l'ambassadeur.

Kwango : Daniel Aselo décide de supprimer les barrières illégales sur la RN1. Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, a présidé le conseil de sécurité provinciale. Sa mission avait pour objet d'identifier toutes les barrières illégales, érigées sur les routes de la RDC en général, et de cette province en particulier, dans le but de les supprimer, a-t-il signifié à la presse, au sortir de la réunion.

Djugu : 5 morts, 3 blessés et 350 vaches pillées à la suite d'attaques par la Codeco. Les miliciens de Codeco de la faction dénommée « Catholique » ont surpris, la nuit de jeudi 17 mars, une position des Fardc à l'entrée du marché Poipo, commune rurale de Mongwalu. Ils ont tiré plusieurs coups de feu pendant leur incursion. Les Fardc ont riposté immédiatement. Les combats ont duré quelques heures. Des sources de sécurité indiquent qu'un militaire est mort et qu'il y a eu deux autres blessés. De son côté, l'armée a neutralisé quatre assaillants. La même nuit, une autre faction de la milice Codeco dénommée « Bon Temple de Dieu » a fait incursion au

quartier Saio, toujours à Mongwalu. Un autre militaire a été blessé par balles à la jambe. Selon la société civile, les habitants vivent dans une psychose permanente à cause de la présence des miliciens dans la zone.

Les Etats-Unis assurent leur soutien dans la lutte contre le financement des organisations terroristes. Le Sous-secrétaire du département du Trésor chargé du terrorisme et du renseignement financier du gouvernement américain, affirme que le but de sa mission est de pouvoir discuter avec la partie congolaise sur « comment aider à lutter contre le financement des organisations terroristes comme l'Etat islamique qui pose des sérieuses menaces à la RDC et dans toute la région » Il est donc important que les Etats Unis et la RDC travaillent ensemble pour empêcher la croissance de ces organisations terroristes, a-t-il ajouté.

Matadi : la grève des camionneurs entre dans sa 5^{ème} journée. Les routiers de l'axe Kinshasa-Matadi dénoncent le non-respect de contrat par leurs employeurs et des mauvaises conditions de travail. Cet arrêt de travail a engendré l'arrêt de production dans plusieurs usines du Kongo central. La fédération des entreprises du Congo (FEC) au Kongo central appelle aussi les autorités compétentes à faire le nécessaire pour lever cette grève qui empêche l'acheminement des nombreux produits vers les centres de consommation. Ces camionneurs ont trois revendications phares : la prime de 50 dollars par voyage et au taux du jour, l'application du smig (salaire minimum interprofessionnel garanti) et la suppression de la sous-traitance dans le secteur du transport routier.

Kindu : Geofirst Development forme les autorités politico-administratives sur les modalités d'attribution des concessions forestières. Les matières dispensées permettront aux participants non seulement de respecter mais aussi d'utiliser les différentes étapes pour améliorer le processus d'appropriation des forêts, a fait savoir le coordonnateur de Geofirst Development. Le gouvernement provincial a promis de prendre en compte les recommandations de cet atelier de formation.

Mbuji-Mayi : hausse de prix du carburant à la pompe. Le litre d'essence coûte 5 500 FC (2,6 USD) Cette hausse a également entraîné celle du transport en ville. Le président des importateurs des produits pétroliers justifie cette hausse par le manque de wagon de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) pour acheminer les stocks de carburant. La SNCC précise qu'elle ne peut transporter que les produits qui lui sont confiés.

Bukavu : l'ITIE dénonce la consommation sans contrepartie des redevances minières rétrocédées aux ETD. Le code minier révisé en mars 2018 autorise au gouvernement central de rétrocéder 15% de la redevance minière aux (ETD). Cependant, l'Initiative pour la Transparence des Industries extractives (ITIE) constate que les fonds rétrocédés aux entités territoriales décentralisées sont subtilisés par les responsables des ETD, sans les affecter aux besoins fondamentaux des communautés vivant dans les zones minières. Le ministre provincial du plan du Sud-Kivu, reconnaît que le contrôle des recettes minières échappe complètement au gouvernement de la province et reconnaît que les responsables des ETD ne gèrent pas convenablement la redevance minière mise à leur disposition.

Bruno Lemarquis en Ituri pour palper les problèmes humanitaires. Il s'agit pour le représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies en RDC de « comprendre toute la dimension et la profondeur de la crise humanitaire puisqu'il y a énormément des personnes déplacées et affectées dans la province de l'Ituri, comprendre et discuter les problèmes d'accès humanitaire et de violations, par exemple les attaques qui ont eu lieu sur des structures sanitaires, des écoles ». Tout cela est très important en termes de plaidoyer à mener dès son retour à Kinshasa auprès des partenaires gouvernementaux et/ou internationaux, a-t-il indiqué.

La DYSOC de Lisanga Bonganga s'oppose à la venue du pape. La Dynamique pour une sortie de crise (DYSOC), justifie sa position, entre autres par "l'insécurité à l'Est du pays en dépit de l'état de siège. A cela s'ajoute, "Injures, diffamations, intimidations et menaces à l'endroit des prêtres des Eglises catholique et protestante et des acteurs politiques de l'opposition". Il épingle également l'absence, toujours selon lui, d'une Ceni crédible, inclusive, consensuelle et acceptée par tous.

La RDC peut produire beaucoup d'hydrogène pour alimenter les véhicules électriques (FFI). Les responsables de la Fondation Fortescue Future Industries (FFI) affirment qu'en produisant une grande quantité d'hydrogène, la RDC pourra développer davantage des industries vertes. Une fois exécuté, ce projet pourra créer des opportunités d'emploi pour la population congolaise et d'autres pays africains. L'aménagement du fleuve Congo, qui assurera une grande production de l'hydrogène, emmènera la RDC non seulement à remplacer les combustibles fossiles mais aussi remplacer les kérosènes par les carburants synthétiques ou pile d'hydrogène. Sur la grande préoccupation de protection de l'environnement, Fortescue Future Industries affirme utiliser des « plus hautes normes en matière de respect et protection de l'environnement » adaptée à la nature.

1ère conférence internationale sur les volcans de Virunga: une opportunité pour prévenir les éruptions.

Dans son mot de circonstance, le gouverneur du Nord-Kivu a évoqué la dangerosité des volcans Nyiragongo et Nyamuligira qui, selon les scientifiques, sont les plus actifs au monde, menaçant la région. Le ministre de la Recherche scientifique et Innovation technologique, a rappelé les enjeux de cette rencontre : "faire le point des connaissances sur le fonctionnement des volcans des Virunga et aussi tirer les leçons des trois dernières éruptions du Nyiragongo, notamment les impacts socioéconomiques et environnementaux de ces catastrophes naturelles". Le ministre de l'aménagement du territoire, a appelé les conférenciers à dresser un état des lieux de la gestion des éruptions volcaniques et à proposer des mesures de prévention, et approches de communication y afférentes.

Félix Tshisekedi encourage le gouvernement à promouvoir la filière agricole. « Le Président de la République, a invité le Gouvernement à impulser et à coordonner la transformation des atouts naturels dont regorgent notre pays, tels que : 'la disponibilité de 80 millions d'hectares de terres arables, une hydrographie dense pour ne citer que cela ; et d'un point de vue régional, l'expérience avérée dans la production, dans notre pays, du riz, du manioc, des pommes de terre et du maïs, est un signe que ce défi peut être relevé' », indique le compte-rendu du conseil, présenté par le porte-parole du gouvernement. A cet effet, selon le Chef de l'Etat, le Gouvernement peut orienter progressivement certains achats publics, notamment, ceux liés aux produits agricoles vers les producteurs agricoles locaux, avec comme objectif principal, l'atteinte d'une révolution agro-industrielle nationale.

Butembo : le SYECO dénonce le non-paiement par la TMB de la rente des enseignants décédés. Le gérant de la banque TMB/Butembo, dit ne pas être au courant de cette situation. Il invite toutefois le SYECO à ramener tous les documents nécessaires, en vue de traiter les cas individuellement.

Félix Tshisekedi appelle les députés provinciaux à s'approprier le programme de développement de 145 territoires. Depuis plus de soixante ans en dépit de l'importance des ressources naturelles et la position géostratégique de la RDC au cœur de l'Afrique, le pays peine encore à amorcer une dynamique irréversible de développement durable et endogène pour améliorer les conditions de vie de sa population. C'est ce qui explique la détermination de Félix Tshisekedi à mener au bout le programme de développement local de 145 territoires. Il a par ailleurs invité les députés provinciaux à s'en approprier. Le gouvernement attend voir les députés provinciaux être ceux qui vont porter cet ambitieux programme à une concrétisation efficiente et aux résultats palpables.

Dimanche 20 mars.

Guerre en Ukraine : les universités polonaises pourraient récupérer les étudiants de la RDC. Le gouvernement congolais a mis en place un collectif d'avocats polonais en vue de mener des démarches de régularisation du séjour des étudiants congolais venus d'Ukraine et assurer leur inscription dans les universités polonaises. Selon le directeur de cabinet du ministre des Affaires sociales, solidarité et action humanitaire, qui est en mission sur place en Pologne, environ deux cents étudiants congolais sont concernés par ces démarches. Il confirme la prise en charge de ces étudiants pendant trois mois.

Equateur : Tony Mwaba lance la campagne « Pas une école sans bancs » à Mbandaka. Ce projet est appuyé par le Fonds de promotion de l'éducation nationale (FPEN), en vue de la pérennisation de la gratuité de l'enseignement primaire dans les institutions scolaires publiques. Parmi les effets induits de la gratuité à l'Equateur, il y a l'afflux des élèves dans les écoles et par conséquent les difficultés de leur accueil. Le ministre de l'EPST, Tony Mwaba a remis symboliquement 100 bancs, à l'EP Kipoi en soutien à la gratuité.

Les avocats Elie Lungumbu, ancien administrateur de l'ANR, dénoncent sa détention prolongée. « Monsieur Elie Lungumbu, qui avait démissionné de ses fonctions depuis juin 2021, n'a pas été entendu jusqu'à ce jour. Il ne connaît pas le motif de son interpellation. Nous n'avons pas accès à lui à ce jour. Nous avons saisi l'administrateur général de l'ANR. Jusque-là, il n'a pas encore donné suite à notre requête. La famille, ses enfants voudraient savoir, de quoi il est accusé. Et il doit être transféré devant son juge naturel, présenter ses moyens de défense ». Il a été arrêté le 26 février alors qu'il voulait s'envoler pour l'étranger « en raison de ses activités privées ».

Ituri : 12 morts dans une nouvelle attaque de la Codeco au site de déplacés de Gokpa 2. Le groupe armé Codeco a attaqué le 19 mars un site qui hébergeait environ 1500 déplacés au village Gokpa 2 dans la chefferie de Ndo Okebu dans le territoire de Djugu (Ituri). Les cris des premières victimes ont réveillé d'autres déplacés.

Tout le site s'est aussitôt vidé de ses occupants qui ont trouvé refuge dans les entités voisines : Mambisa et Mayalibo.

Environ 60 autres déplacés ont été tués le 1er février au site de la plaine de Savo dans le territoire de Djugu.

Kasaï-Oriental : 10 maisons incendiées et les champs détruits à Katanda à la suite de la libération d'un détenu. Les habitants de Bena Kapuya voulaient ainsi manifester leur mécontentement à la suite de la remise en liberté provisoire par la cour d'appel du Kasaï-Oriental, de Paul Mutombo, prétendant au pouvoir de Bena Shimba. Ce dernier est soupçonné d'être à la base des troubles ayant causé la mort de plus de soixante personnes et l'incendie de plus de 300 maisons, il y a bientôt deux ans. C'était lors des affrontements ayant opposé les habitants des groupements de Bena Muembia, Bena Shimba et Bena Kapuya dans le territoire de Katanda. Les sources locales précisent que les habitants de Bena Kapuya se sont sentis en insécurité à la suite à la présence imminente de ce « prétendant chef » libéré de la prison centrale de Mbuji-Mayi.

Arrivée des hommes d'affaires belges pour développer et approfondir les relations économiques entre les deux pays. Cette délégation est conduite par le ministre Président en charge du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'image de Bruxelles.

Lubumbashi : des femmes entrepreneures exposent leurs produits transformés. Parmi ces produits transformés, ces femmes ont principalement exposé l'ail, le piment, la farine de manioc, des fauteuils fabriqués à partir des pneus des véhicules de récupération, les désinfectants faits à base des plantes, les objets de décoration de la maison et les sacs pour dames fabriqués au moyen des perles. Par cette exposition, les femmes entrepreneures ont démontré leur ingéniosité et leur capacité de s'adapter au changement climatique en vue de leur autonomisation

Sud-Kivu : les femmes de Bukavu sensibilisées sur leur rôle dans la lutte contre le réchauffement climatique. Madeleine Mbwenge, actrice de l'environnement invite les femmes à lutter contre la déforestation et demande aux femmes cultivatrices de changer les méthodes culturales : « Elles doivent abandonner les cultures sur brulis. Planter les arbres et économiser l'énergie, ne pas utiliser beaucoup de braises, elles doivent promouvoir les énergies alternatives tel que les briquettes issues de biomasses. Ça va leur permettre d'économiser l'énergie, mais aussi de réduire la présence du CO2 dans la nature. Depuis que j'ai commencé à utiliser la briquette comme combustible associée à la braise, j'utilise seulement deux sacs de braises pour toute l'année ».

Kongo-Central : la zone de santé de Matadi en difficultés. Selon le médecin chef de cette zone de santé même les structures médicales dépendant des entreprises para-étatiques et privées et ayant un contrat de collaboration avec cette zone de santé, pour lui permettre de bien fonctionner, ne contribuent pas depuis plusieurs mois. L'absence de ces contributions mensuelles handicape la zone de santé ; à tel point que le système du froid dans les sites d'approvisionnements des vaccins et des médicaments de la zone de santé est en panne.

Kinshasa : arrivée d'une équipe d'experts de l'ONU pour évaluer les besoins électoraux. Une mission des Nations unies est arrivée ce weekend à Kinshasa, à la demande de la Commission électorale nationale indépendante. L'équipe onusienne va commencer par évaluer l'environnement politique, sécuritaire et électoral en RDC. Elle va également chercher à comprendre le cadre juridique et institutionnel régissant le processus électoral. Une fois ce diagnostic établi, les capacités et les besoins de différents acteurs électoraux seront ainsi mieux connus. Et l'assistance onusienne pourrait alors être mieux définie.

Accusé de détournement de 400 000 USD, le ministère de l'EPST dénonce « un acharnement contre Tony Mwaba ». Près de 400 000 USD mis à la disposition du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et Technique, pour l'organisation du tournoi interscolaire, n'ont pas été justifiés. C'est ce que dénonce l'inspecteur général des finances, Jules Alingete : « Les inspecteurs ont découvert qu'il y a des fonds qui ont été justifiés sous le prétexte d'avoir loué les Bus Transco. La justification donne 120 000 USD payés à Transco. Quand on a écrit à Transco répondra qu'il n'a reçu que 16 000 USD. » Au sujet de l'impression des T-shirts, y compris les képis, badges, bâches, le montant alloué était de 62 000 USD et non 82, comme le soulignent les inspecteurs de l'IGF.

Lundi 21 mars.

20 000 enfants des déplacés désertent l'école au profit des travaux de survie à Djugu. Les sites de Lala, Savo et Tsukpa sont composés d'environ soixante mille déplacés, dont la moitié sont des enfants en âge scolaire. Moins de 20 % fréquentent l'école en dehors des sites à au moins 3 kms. La plupart d'entre eux, qui se disent affamés, fuient les cours pour quémander ou marauder au centre commercial. La majorité des enfants aident

leurs parents dans les travaux journaliers : cultiver des champs ou puiser de l'eau moyennant 200 à 1500 FC par jour. Le comité de déplacés lance un cri d'alarme pour que l'aide humanitaire soit régulière, en vue d'encourager les enfants à aller à l'école. Il plaide aussi pour la construction des hangars aux sites pour servir des salles de classes.

Bukavu : manifestation des agents de l'Office des routes pour dénoncer la spoliation de leur concession à Uvira. Selon, eux, une grande partie de la concession de l'Office des routes à Uvira est cédée à un privé par les autorités tant nationales que provinciales. Si aucune solution n'est trouvée, ils menacent même de saboter tous les chantiers en cours au Sud-Kivu.

Beni : près de 3 000 ménages retournés de l'Ouganda vivent dans des conditions difficiles. La plupart de ces retournés sont regroupés dans la vallée de Nobili près du pont Lamia qui donne accès à l'Ouganda voisin, et d'autres sont à Luanoli. Des cas de décès ont été enregistrés parmi eux, notamment des enfants à la suite des mauvaises conditions de vie. Certaines organisations partenaires du HCR procèdent déjà à l'identification de ces retournés en leur distribuant des bâches pour des abris d'urgence. Ces familles s'étaient réfugiées en Ouganda à la suite des nombreuses attaques des ADF dans leurs villages. A leur retour, ils ont trouvé la quasi-totalité de leurs habitations incendiées et des champs détruits.

Kindu : faible participation des autodidactes au préliminaire de l'examen d'Etat. 32 candidats autodidactes sur 144 inscrits ont passé les préliminaires d'examen d'Etat le 20 mars dans la province du Maniema. «Comment quelqu'un peut s'enregistrer puis s'éclipser le jour de l'examen ? Soit il n'a pas bien été sensibilisé, soit il a eu peur d'échouer », L'inspecteur principal provincial Maniema1, a promis de lutter pour moins de déperdition à l'examen.

Accident de Maindombe : 3 corps sur les 9 repêchés, affirme le gouverneur du Kwilu. Le gouverneur de la province du Kwilu, renseigne que les corps des députés provinciaux décédés sont toujours sous l'eau tandis que 3 autres corps des victimes ont été sortis de l'eau samedi et dimanche. L'autorité provinciale a ajouté que les plongeurs angolais dépêchés sur le lieu du drame s'activent avec deux grues à sortir les autres corps et la jeep.

Dubaï : ouverture ce lundi du Forum des affaires RDC-Emirats arabes unis. Le Forum des affaires RDC-Emirats arabes unis s'ouvre ce lundi 21 mars à la chambre de commerce de Dubaï où la RDC est représentée par neuf membres du Gouvernement et 50 hommes et femmes d'affaires. Le ministre de l'Industrie a visité le soir le pavillon de la RDC pour faire le suivi des préparatifs de la nuit de la RDC à Dubaï prévue pour le mardi 22 mars. Le Président Félix Tshisekedi est attendu ce même lundi à Dubaï. Il assistera à la journée consacrée à la RDC l'Expo Dubaï 2020 prévue mardi 22 mars. L'Exposition universelle 2020 Dubaï qui devait se tenir initialement du 20 octobre 2020 au 10 avril 2021 a été reportée du 1er octobre 2021 au 20 avril 2022 en raison de la COVID-19.

Ituri : les Fardc tuent 12 rebelles ADF et reprennent le contrôle de 3 villages. L'armée indique que 12 rebelles ADF ont été tués, six autres capturés et cinq armes récupérées par les Fardc. Les opérations militaires se poursuivent pour démanteler ce groupe armé et d'autres forces négatives qui opèrent dans cette partie du territoire.

Pologne : des Congolais se mobilisent pour aider les étudiants venus de l'Ukraine. Plusieurs étudiants venus de l'Ukraine et se trouvant en Pologne se réjouissent de l'implication du gouvernement en leur faveur. Le Président de la République a envoyé une délégation en Pologne. Cette délégation est en train de mener des démarches pour que ces étudiants puissent étudier dans des universités polonaises. Ces étudiants remercient le gouvernement pour son soutien en termes de logement, de transport, de restauration et de l'octroi des bourses.

Irumu: les Fardc neutralisent 4 miliciens dans la traque des ADF et Maï-Maï. Les combats ont été signalés depuis dimanche matin entre les miliciens Maï-Maï Diandenga et les rebelles des ADF dans la forêt à l'Ouest du centre d'Otmaber dans la chefferie de Walese Vonkutu. Ces affrontements ont duré quasiment toute la journée entre les deux groupes rebelles. Alertées, les Fardc se sont déployées dans la zone pour traquer ces hommes armés. Ces affrontements ont provoqué le déplacement de la population qui a afflué vers les positions des Fardc.

Kongo-Central : des « charlatans » seront chassés des structures médicales (Inspection provinciale). Tous les médecins, pharmaciens et infirmiers qui ne sont pas inscrits au tableau de l'ordre de ces différentes filières cesseront de prêter dans les structures médicales au Kongo Central, a menacé le 19 mars le médecin inspecteur provincial de cette province. L'objectif est de mettre les malades à l'abri « des charlatans » qui pratiquent sous la casquette des personnels soignants.

L'insuffisance d'infrastructures scolaires parmi les défis à relever pour pérenniser la gratuite de l'enseignement. C'est l'une des propositions faites le 20 mars à Mbandaka (Equateur) par les enseignants. Les participants à cette rencontre ont aussi dénoncé la politisation du secteur, le monnayage des services par les agents du SECOPE et de l'Inspection, l'impunité. Le ministre de l'enseignement qui est en mission d'itinérance dans les 10 provinces éducationnelles de la région, a aussitôt institué une commission ad hoc chargée d'examiner en profondeur les différents problèmes soulevés et d'en proposer des solutions idoines. Il a assuré l'inscription sur la liste de la paie de 74 000 nouvelles unités au mois d'avril et de la construction progressive des écoles.

Ituri : MSF annonce la fermeture de ses projets à Nizi et Bambu. Cette décision fait suite à l'attaque perpétrée contre un convoi humanitaire de MSF, le 28 octobre 2021 par des hommes armés non identifiés sur la route entre les localités de Kobu et Bambu, dans le territoire de Djugu. Au cours de cette attaque, deux membres de MSF avaient été grièvement blessés par balles. Selon les responsables de MSF, la décision de fermer les projets de Nizi et Bambu s'explique notamment par l'absence prolongée de garanties de sécurité de la part des différents acteurs qui s'affrontent dans la région. L'un de ces responsables de MSF Genève ajoute que MSF continuera néanmoins à apporter une assistance humanitaire en Ituri, à Drodro et Angumu où l'organisation est présente depuis plusieurs années. Pour Nizi et Bambu, des donations de médicaments et de matériel médical sont prévues pour aider les acteurs de santé à couvrir les mois à venir.

Beni : 12 personnes tuées à Eringeti dans des attaques successives attribuées aux ADF. Selon la société civile ce bilan est encore provisoire car de nombreuses personnes ne répondent pas à l'appel. La dernière attaque en date est celle perpétrée à Maybaridi, un village proche d'Eringeti sur la route nationale numéro 4. Six agriculteurs croisés dans leurs champs ont été tués à l'arme blanche. Peu avant, quatre autres civils, des conducteurs de motos, sont tombés dans une embuscade tendue par les mêmes rebelles de l'ADF à Linzo dans la même zone. Les victimes revenaient de l'enterrement de leur collègue, tué vendredi dernier dans le village de Kokola par les ADF.

RDC : plaidoyer pour une administration civile pour concrétiser le programme des 145 territoires. Le programme de développement local (PDL) de 145 territoires devrait être soumis à certains préalables dans les deux provinces sous état de siège, notamment le Nord-Kivu et l'Ituri. Un député provincial, qui participe à un séminaire de formation et de sensibilisation sur le programme de développement local de 145 territoires, propose, à cet effet, une administration civile et demande au Chef de l'Etat, de pouvoir démilitariser l'administration durant la période de la mise en œuvre dudit programme. Le PDL vise à moderniser les territoires de la RDC.

Mardi 22 mars.

Les députés divisés sur la question de la révision de la Constitution. Si les uns appuient cette idée, d'autres la rejettent carrément. « La plupart de dispositions de la Constitution peuvent être révisés. Mais il y en a pour lesquelles, on ne peut pas revenir pour sa révision. C'est le cas de la durée et du nombre du mandat du Président de la République », tranche Delly Sessanga. Un avis que ne partage pas son homologue Steve Mbikayi. Il prône le rallongement du mandat du Chef de l'Etat de 5 à 7 ans et la suppression de certaines institutions budgétivores comme le Sénat. Marie-Ange Lukiana propose la création d'un poste de vice-président de la République. Mais le député John Banza estime qu'il y a plus urgent dans le pays que la révision de la Constitution. Il invite le parlement à travailler sur l'amélioration des conditions de vie des Congolais. **Guerschom Kahebe rejette la proposition de révision constitutionnelle.** Ce Congolais résidant aux Etats-Unis estime que la priorité attendue du gouvernement actuel, c'est l'organisation des élections libres et crédibles en 2023 et il a ajouté que, les élus doivent plutôt écouter la volonté exprimée par le peuple.

Kasai-Central : la Monusco forme des OPJ de la police sur l'élaboration des procès-verbaux. Cette session de cinq jours est organisée par l'Unité d'appui à la justice de la Monusco. « Très souvent, lorsque les OPJ prestent, le procureur général et le procureur de la République s'indignent de la façon dont ils présentent les procès-verbaux. Il y a beaucoup d'erreurs de fonds et de forme ».

Mission économique Belge en RDC : Sama Lukonde pour un partenariat « gagnant-gagnant ». Le chef du gouvernement, a souligné dans son allocution, l'importance de cette mission qui va susciter auprès de l'Etat congolais et des entrepreneurs privés des opportunités d'affaires devant renforcer, d'une part, le partenariat public-privé, et d'autre part, soutenir la volonté de coopérer en vue d'améliorer le climat des affaires en RDC. Il pense que, l'intérêt de ces assises résultera des discussions de différents panels déjà inscrits au programme, tant par la qualité des intervenants que des interactions qui résulteraient des échanges entre les partenaires conviés à ce forum.

Le chef du gouvernement congolais a vanté, la superficie, les ressources minières, le massif forestier, la biodiversité, ainsi que potentiel photovoltaïque de la RDC. Il a aussi rappelé les réformes et tout l'arsenal juridique en vigueur, dont la législation douanière, le code des investissements, le code minier, la législation sur les hydrocarbures, le droit forestier, le droit agricole, le code du travail, le droit commercial ou encore le régime de change ayant permis, entre autres, la réadmission de la RDC aux préférences commerciales offertes par la loi américaine sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (l'AGOA).

Maniema : le directeur de la SAKIMA plaide pour la relance de deux centrales hydroélectriques de la province. La centrale de Rutchurukuru qui alimente la ville de Kindu en énergie électrique fonctionne avec un seul alternateur sur trois. Deux sont endommagés par la foudre. La centrale d'Ambwe vient de connaître des dommages importants à la suite de la crue des eaux. Le directeur de la Société aurifère du Kivu et du Maniema, se tourne vers le gouvernement et d'autres partenaires intéressés pour la réhabilitation des machines de cette centrale.

Nord-Kivu : l'armée reprend toutes les positions du M23 dans le territoire de Rutshuru. Les Fardc mènent depuis le 19 mars, des opérations militaires « ciblées », contre les positions de l'Armée révolutionnaire du Congo, du mouvement rebelle M23, dans le groupement Jomba, en territoire de Rutshuru. Le quartier général du M23, situé sur le mont Sabinyo a été détruit le samedi, après plusieurs pilonnages de cette position par les Fardc. Les positions situées sur les Visoke, Mikeno et d'autres positions dans la région sont actuellement entre les mains de l'armée qui les consolide pour le moment. Huit combattants du M23 et quatre soldats des Fardc sont tombés sur le champ de bataille. L'ennemi serait en fuite pour l'instant, vers une destination inconnue, affirme l'armée.

Julien Paluku : « La RDC est la meilleure destination au monde pour l'industrie des batterie électrique, à cause de ses minerais ». Selon le ministre de l'Industrie, une zone industrielle et une zone économique spéciales doivent être installées autour du port de Banana qui sera construit par Dubaï Port World. Le président de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), a rassuré ses collègues de la chambre du commerce de Dubaï que sa structure sera l'interlocuteur naturel de leurs entreprises dès qu'ils seront en RDC. **Expo Dubaï 2020 : Félix Tshisekedi présente les opportunités d'investissements en RDC.** « En ce qui concerne particulièrement la culture, la Rumba congolaise qui vient d'être consacrée par l'Unesco patrimoine mondial immatériel de l'humanité sera mise à l'honneur ce soir. Sur le plan du défi environnemental, la RDC demeure un pays solution dans la lutte contre le changement climatique avec ses forêts tropicales du bassin du Congo, ses tourbières, ses réserves d'eau douce, et son magnifique site d'Inga qui est le site le plus important dans le domaine d'énergie renouvelable », a rappelé le Chef de l'Etat congolais. Il fait remarquer aussi que la RDC regorge de principales ressources naturelles nécessaires à l'expansion de l'industrie mondiale, grâce notamment à son cobalt. Le président de la RDC est arrivé à Dubaï ce 22 mars pour assister à cette journée nationale de la RDC à "l'Expo 2020".

Ituri : les victimes de l'attaque du camp des déplacés de Savo en situation de vulnérabilité. Au moins soixante personnes déplacées avaient été tuées et quarante autres blessées au cours de l'attaque de Codeco au site de Savo au centre commercial de Bule dans le territoire de Djugu, le 1^{er} février dernier. Parmi les blessés, dix-neuf étaient dans un état critique et ont été transférés à Bunia pour des soins appropriés. Le président du site de Savo, indique que le gouvernement n'assure pas le suivi de ces malades qui sont éloignés de leurs membres de famille. Ces sinistrés éprouvent également de difficultés pour leur survie. En plus, 21 autres personnes blessées ont été admises dans des structures sanitaires à Bule. Mais, elles ont déjà regagné les sites de Savo sans que leurs plaies se cicatrisent. Ces rescapés sollicitent l'appui du gouvernement. Les enfants orphelins sont sans assistance.

Mgr Fulgence Muteba appelle des leaders du Grand Katanga à la réconciliation. L'assemblée épiscopale de la province ecclésiastique de Lubumbashi organisera le mois de mai prochain, un forum pour l'unité et la réconciliation des Katangais, dont les objectifs sont : « Amener nos leaders katangais, toutes tendances confondues, à s'asseoir ensemble pour oser regarder dans la même direction, se dire la vérité sans se focaliser sur les atrocités du passé mais plutôt se pardonner mutuellement en relevant les obstacles à vaincre. Conduire les participants à répondre sincèrement aux questions suivantes et à y trouver des réponses en toute franchise, à savoir quelles sont les causes de nos divisions ? Que devons-nous faire concrètement pour réconcilier les fils et filles du Katanga ? Que devons-nous faire pour bâtir l'unité dans la diversité ».

Sankuru : plus de 50 personnes mordues par les chiens enragés à Lomela, depuis le début du mois de janvier.

Suite au manque de vaccins anti rabique au niveau des services vétérinaires pour la prise en charge des victimes de morsures canines, l'administrateur de territoire lance un cri d'alarme auprès des autorités provinciales et nationales. Aucun décès n'est encore enregistré suite aux cas de morsures canines.

Accident sur le pont Mai-Ndombe : la jeep accidentée repêchée avec le corps d'un député provincial. Le vice-gouverneur du Kwilu, indique qu'il s'agit du corps de son propriétaire, le député Ifumu Nkam. Il ajoute que c'est le cinquième corps récupéré jusqu'à présent. Les recherches se poursuivent pour retrouver les 4 corps disparus

Deux enfants opérés à cœur ouvert à la Clinique Ngaliema à Kinshasa. La campagne « Opération à cœur ouvert » est menée par une équipe de médecins belges conduite par le Pr Jean Rubay, spécialiste en chirurgie cardiaque pédiatrique. Responsable de la « Chaîne de l'Espoir Belgique », il travaille avec des médecins spécialistes congolais. Pendant cette première phase de l'opération à cœur ouvert, 10 enfants congolais vont subir cette épreuve médicale dont 8 à la Clinique Ngaliema à Kinshasa et 2 autres en Belgique. La délégation de médecins spécialistes séjournera à Kinshasa jusqu'au 26 mars.

Kongo-Central : la Police arrête 15 présumés « Kuluna » à Mbanza-Ngungu. L'administrateur du territoire de Mbanza-Ngungu, indique que ces Kuluna qui sèment la terreur dans cette entité depuis le mois de février dernier, ont été appréhendés dans des maisons inachevées et abandonnées des quartiers Ngungu, Noki, et Révolution. Ils ont été surpris avec des armes blanches et des armes à feu de type calibre 12. Ces arrestations coordonnées par le commissaire provincial de la police ont été rendues possible grâce à un renfort de 40 policiers dans cette juridiction ainsi qu'à la collaboration de population.

La commission paritaire gouvernement et personnel de l'ESU débute vendredi 25 mars à Kinshasa. Les enseignants des institutions universitaires avaient officiellement suspendu leur mouvement de grève le 2 mars dernier, pour donner la chance aux négociations avec le gouvernement, dans le cadre d'une commission paritaire qui devrait débiter le 7 mars 2022. Deux semaines après la suspension de la grève du personnel de l'ESU, le gouvernement ne donnait aucun signal pour le début des travaux et les professeurs réunis au sein du Réseau des Associations des Professeurs des Universités et instituts supérieurs du Congo (RAPUCO) avaient menacé de manifester dans les rues, dans le cadre de « toge dans la rue ». Le personnel de l'ESU réclame notamment l'amélioration des conditions de vie et de travail. **Formation au LMD.** Par ailleurs, le ministre de l'ESU, a lancé lundi 21 mars à Goma la caravane nationale d'information et formation sur le système LMD (licence-master-doctorat). Ce système correspond respectivement aux trois, cinq et huit années d'études à l'université. Le ministre a, à cette occasion, réitéré son vœu de voir une réforme en profondeur de secteur de l'enseignement supérieur et universitaire en RDC.

Le ministre de l'Economie visé par une motion de défiance. Plusieurs griefs lui sont reprochés, entre autres, la hausse des prix de produits de première nécessité depuis plus d'un an, la mauvaise gestion de 20 millions de dollars déboursés pour l'achat des chinchards et surtout la non adhésion du ministre à la vision du chef de l'Etat, celle de fabriquer les millionnaires au pays. Pour la députée nationale Solange Nyenyezi, la flambée des prix dont parlent ses collègues sont le fait de la guerre en Ukraine ainsi que la pandémie à Coronavirus.

Pollution des rivières Kasai et Tshikapa : les victimes réclament justice et réparation. Dans cette affaire, la partie civile accuse la société angolaise de traitement du diamant « Catoca Mining » d'avoir pollué ces eaux qui ont fait plus de 7 000 victimes au Kasai. Au mois d'août 2021, les populations du Kasai ont vécu une catastrophe liée à la pollution des eaux, situation née des activités minières exercées en Angola.

Equateur : les avocats appelés « à bannir les antivaleurs » pour rendre la justice équitable et distributive. En tant qu'auxiliaires de justice, ils doivent observer la déontologie et l'éthique professionnelle dans leur mission d'assistance tant à ceux qui rendent la justice qu'aux justiciables, insiste le Bâtonnier du barreau de Mbandaka, Philippe Bosembe. Il a demandé à la population de faire constamment recours aux avocats, en cas de problème juridique ou judiciaire. Le barreau de Mbandaka compte plus de cinq cents avocats réguliers.

Mercredi 23 mars.

Marie-Josée Ifoku : « J'ai constaté, chez nous les femmes, un manque d'unité et de solidarité ». Elle s'est ainsi exprimé lors des échanges que la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Bintou Keita, a accordé à une cinquantaine de femmes leaders congolaises dans les domaines politiques et des médias ainsi que de femmes leaders d'opinion. Pour Mme Ifoku, le manque d'unité et de solidarité est « la plus grande faiblesse » des femmes. Cependant, elle reconnaît que la femme en Afrique, particulièrement au Congo, est responsable dès le bas-âge par rapport au jeune garçon. Pour sa part, Bintou Keita, a énuméré des vertus dont devraient faire preuve des femmes leaders dans tous les domaines, notamment celui de la sphère politique : la bravoure, la détermination, l'innovation, le sens d'écoute, la solidarité et la considération des autres. Un vœu

s'est dégagé de cette rencontre : organiser ce genre d'échanges et les élargir à d'autres catégories de femmes leaders.

La CENI et l'ONU évaluent les besoins, les défis et les contraintes dans le processus électoral. « C'est une mission d'évaluation des besoins électoraux qui est une mission de routine des Nations unies. Chaque fois que les Nations-unies reçoivent d'un Etat membre de l'organisation une demande d'accompagnement en matière électorale, une équipe est déployée pour venir discuter avec les principaux acteurs. Cela pour essayer d'évaluer ensemble le contexte dans lequel les élections vont se dérouler : les différents défis, les contraintes et aussi identifier les besoins nécessaires ». Cette même délégation va aussi rencontrer les acteurs politiques et ceux de la société civile.

Les femmes de Butembo encouragées à s'enrôler dans l'armée et la police. De nombreuses femmes, membres de différentes associations et organisations professionnelles dans la ville ont pris part à cette activité, présidée par l'autorité urbaine. Le responsable du bureau genre au sein de la Monusco a affirmé que les femmes de cette partie de la province du Nord-Kivu ont énormément contribué dans le processus de la pacification de la région. Elle mérite donc de l'accompagnement. Les participantes ont loué l'accompagnement de la Monusco dans le cadre de l'autonomisation de la femme dans le grand Nord-Kivu.

Nord-Kivu : rareté des produits alimentaires à Kamandi-Lac, dans la partie sud du territoire de Lubero sur la côte Ouest du lac Edouard. La société civile locale affirme que cette situation est due à l'augmentation de la demande à cause d'un nombre élevé des déplacés internes venus du territoire de Walikale. Plus de mille cinq-cents ménages de déplacés vivent actuellement à Kamandi. Le président de la société civile demande aux autorités compétentes de s'investir dans la résolution du conflit qui oppose l'ICCN aux agriculteurs, qui sont interdits d'accéder librement à leurs champs à Ndwali, grenier de la région.

Kinshasa : les ministres des Finances et le ministre de l'Intérieur interpellés à l'Assemblée nationale. Le député Jackson Ausse Afingoto reproche au vice premier ministre des propos outrageant à l'égard des élus. « Nous l'appelons à l'Assemblée pour qu'il puisse nous dire exactement ce qu'il a voulu dire ». Il exige par ailleurs des explications du ministre des Finances sur l'inexistence des directions générales des régies financières dans quinze provinces créées en 2015. « Aujourd'hui, nous avons vingt-six provinces. Mais, il y a quinze provinces qui n'ont pas des directions provinciales de régies financières. Je me pose la question, comment le ministre des Finances peut calculer la rétrocession pour ces provinces ? »

Beni : les femmes sensibilisées sur le leadership féminin et l'autonomisation. « L'expression leadership féminin, montre à la femme qu'elle doit aussi développer des compétences managériales, des compétences en leadership, elle doit renforcer la confiance en soi et la connaissance de soi, pour qu'elle parvienne à s'imposer dans les secteurs masculins. Il y a encore les défis dans le domaine comme le transport, de la sécurité, de la construction, de l'électricité et bien d'autres domaines où la présence de la femme est encore très faible », a expliqué la chargée du genre au sein du département Genre du conseil urbain de la jeunesse de Beni. Elle recommande à la femme d'émerger dans différents domaines de la vie.

Haut-Katanga : 25 enfants bénéficient d'une campagne de chirurgie cardiaque pédiatrique gratuite. La chirurgie est menée par une équipe de médecins venus des Etats-Unis d'Amérique, membres d'une structure dénommée Novic Cardiac Alliance. Pour cette première phase, cinquante enfants ont été enregistrés. Ils ont été diagnostiqués de plusieurs malformations cardiaques congénitales. Vingt-cinq d'entre eux seront opérés au cours de deux semaines. Les enfants qui seront opérés, bénéficieront également d'un suivi post opératoire. Les vingt-cinq autres attendront la prochaine campagne qui interviendra dans trois mois. L'objectif est de faire venir les médecins membres de Novic cardiac alliance deux à trois fois par an et cela pendant cinq ans.

Journée mondiale de l'eau : la Regideso dénonce la spoliation de ses sites de traitement de l'eau et de son réseau de canalisation de l'eau potable dans plusieurs quartiers de la ville de Kinshasa. Le directeur général de la Regideso cite par exemple le cas du quartier Adama dans la commune de Ngaliema où des immeubles sont construits sur le grand tuyau de canalisation de l'eau. « Sur Bandal, un monsieur nous dit : je viens d'acquérir ma parcelle mais on m'a dit qu'il y a une conduite de la Regideso. Alors, je vous propose de déplacer votre conduite. Nous lui avons conseillé de ne pas construire à cet endroit ». Le 13 février, la Regideso avait dénoncé l'occupation illégale de son site de production du sable filtrant qui sert à la purification de l'eau dans la commune de Maluku. **Sud-Kivu : la Regideso éprouve des difficultés pour desservir la population.** Selon le directeur provincial de la Regideso, plusieurs facteurs sont à la base de cette situation. Il s'agit entre autres de l'explosion démographique dans la ville de Bukavu. « L'usine que nous exploitons ici à Bukavu date des années 1952 ». Il évoque aussi les constructions anarchiques qui obstruent les conduits d'eaux, le vol des tuyaux et

ajoute que les services de l'État ou les entités décentralisées tiennent le haut du pavé des insolvables. Même situation à Beni. **Kwilu : manque criant d'eau potable de la Regdeso dans plusieurs quartiers de Bandundu.** Pour le directeur provincial de la Regideso : « Comme la ville est en train de s'étendre, nous sommes obligés d'aller vers ces coins-là. Mais ce sont les moyens financiers qui nous manquent pour mettre de l'eau là-bas. » Ce problème de la desserte d'eau sera notamment résolu si la population aide la Regideso, en payant ses dettes des factures de consommation. **Kindu : la Regideso rouvre les robinets des abonnés déconnectés.** « Nous avons résolu, à l'occasion de cette journée, d'accorder une faveur à toute notre clientèle et abonnés. A ceux-là qui étaient déconnectés, les réouvertures sont gratuites, maintenant jusqu'au mois de juin. Mais ils doivent venir signer un échéancier de paiement avec la Regideso », explique le directeur de la Regideso. Il rappelle qu'au Maniema, il existe encore des centres qui sont en arrêt et d'autres où les travaux avancent lentement, mettant en difficultés les clients.

Maniema : l'ONG Alima prend en charge 2 500 enfants malnutris et des femmes enceintes. Selon le coordonnateur du projet prise en charge nutritionnelle, ces enfants qui sont sévèrement malnutris sont référés au niveau de 12 centres de santé : "On donne aux enfants malnutris, le traitement, s'il est aussi malade. Aux mamans nous donnons des séances de démonstration culinaire. Nous leur donnons aussi des kits d'hygiène parce que les maladies diarrhéiques et la malnutrition sont liées".

Bunia : la police arrête 21 présumés bandits. Parmi ces présumés criminels figurent neuf militaires, un policier et des civils dont deux femmes poursuivis pour recel des biens volés. Ils opéraient avec des armes qui ont été récupérés par la police ainsi que plusieurs biens volés notamment des motos, des matelas et poste téléviseurs. La coordination de la société civile qui salue cette action, demande aux autorités de les transférer à l'auditorat pour qu'ils soient jugés en vue de lutter contre la criminalité dans la ville de Bunia.

Kisangani : les sinistrés des communes urbaines de Mangobo, Kabondo et Tshopo appellent à l'assistance. Pendant les pluies diluviennes du 13 et 14 mars dernier, trois personnes avaient perdu la vie et une autre blessée grièvement. En outre, au moins 270 maisons ont été touchées partiellement ou totalement. Il s'agit là d'un bilan partiel qui concerne trois communes urbaines à savoir Mangobo, Kabondo et Tshopo. Selon le chef de division provinciale des Affaires Humanitaires, les autorités ont été saisies à tous les niveaux, il n'attend que leur intervention. Par ailleurs, il plaide aussi pour l'assistance des déplacés des guerres venues de Komanda, en Ituri. Leur nombre est évalué à plus de 23 000. « Parmi eux, il y a des femmes enceintes, il y a des enfants, il y a aussi des vulnérables, des personnes malades qui sont en train de traverser un moment très critique de leur vie sans assistance jusqu'en ce moment ».

Kinshasa : l'ASADHO appelle à la poursuite des personnes impliquées dans l'escroquerie d'un diamant de 105 millions USD. « Selon les informations recoupées par l'Association Africaine de défense des droits de l'homme (ASADHO), certaines autorités politiques, militaires, de la police et de la justice, sollicités par les victimes pour les aider à recouvrer leur bien, auraient été corrompues et ont fini par les abandonner sans donner de suite. L'ASADHO condamne cette attitude. C'est pourquoi l'ASADHO appelle les autorités judiciaires à prêter main forte à Mr Ugonda Lemba Trésor et ses associés victimes et propriétaires du diamant, pour qu'ils récupèrent leur bien, ou son prix de vente ». Depuis plus de 2 ans, ces compatriotes, propriétaires de ce diamant, fruit de leur dur labeur, ont été escroqués par un groupe de congolais et de libanais, qui travaillent dans ce secteur.

Assassinat du ministre de la jeunesse de Tshuapa : les activités socio-économiques toujours paralysées. Certains jeunes de Boende ont incendié un restaurant et grièvement blessé à la machette un moto-taximan qu'ils accusent de complicité avec le meurtrier. Ce mercredi, la panique s'est encore emparée de la population. Malgré l'appel des autorités à la reprise des activités, plusieurs écoles n'ont pas ouvert. La plupart des boutiques et marchés, ainsi que des lieux de culte ont été également paralysés. Car ces jeunes en colère se livrent impunément à une sorte de chasse à l'homme, selon des témoins. Le corps du ministre assassiné est à la morgue de Boende. Le présumé meurtrier est arrêté à la prison centrale, avec 15 autres personnes interpellées pour raison d'enquête.

Jeudi 24 mars.

Tshopo : états des lieux et défis de la société de textile de Kisangani. La société de textile de Kisangani (SOTEXKI), dans la province de la Tshopo, est restée la seule qui résiste encore de la crise qui a emporté plusieurs usines de textile de la RDC. Mais, cette société surnommée jadis la "Gécamines de la Grande Orientale" est confrontée à ce jour à d'énormes difficultés de fonctionnement, notamment à cause de l'obsolescence de son outil de production et le manque des moyens financiers importants pour la relance de sa production. Créée en 1974, la SOTEXKI a connu la belle époque sur le marché commercial des tissus en RDC jusque dans les années des guerres de libération, à partir de 1997. Pourtant, elle avait survécu aux pillages des

années 90 rapporte un employé de cette usine. A cette époque, elle comptait entre deux mille six-cents et trois mille travailleurs. Aujourd'hui, seules deux cents personnes font tourner la société.

Les professeurs des universités relancent la grève sèche et généralisée. Le Réseau des associations des professeurs des universités et instituts supérieurs du Congo (RAPUCO) annonce qu'il relance la grève sèche et générale à partir de jeudi 24 mars sur toute l'étendue du territoire de la RDC. Dans un communiqué publié la veille dans la soirée, les professeurs indiquent que « la grève ne sera suspendue qu'après l'issue heureuse des travaux de la Commission paritaire ». Dans un tweet officiel du ministère de l'ESU daté de mardi 22 mars, le ministre Muhindo Nzangi annonçait le début des travaux de la Commission paritaire entre le gouvernement et le banc syndical du personnel de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU) pour le vendredi 25 mars à Kinshasa. Le personnel de l'ESU réclame notamment l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Bunia: la population lance un SOS sur le manque d'eau aux robinets. Plusieurs habitants de la ville de Bunia, abonnés de la Regideso ne voient plus l'eau couler de leurs robinets depuis le mois de février. Selon eux, ils sont obligés de recourir aux puits de forage d'eau privés installés dans la ville, où ils doivent payer 100 Fs pour 20 litres d'eau. Le service commercial, indique que la Regideso a initialement été conçue pour desservir cent mille habitants alors qu'actuellement elle compte un million d'abonnés. Par ailleurs, il précise qu'au problème de capacité s'ajoute celui de la sécheresse. La quantité d'eau a baissé au niveau de la source de captage à la rivière Nyamukau.

Journée mondiale de lutte contre la tuberculose : le dépistage s'est nettement amélioré dans la province de Kwilu (PNLT). La RDC a notifié en 2021, 213.000 cas de tuberculose, et la province du Kwilu, où le taux de dépistage a augmenté, vient en quatrième position avec près de douze mille cas. Face à cette maladie, le médecin coordonnateur provincial du programme de lutte contre la tuberculose au Kwilu indique : « En dépit de tout ce que nous faisons comme effort, 50% des cas continuent à circuler. Voilà pourquoi nous amenons des unités mobiles pour enlever toutes les barrières à l'accès aux soins. Au lieu d'attendre ces malades dans les centres de santé ou dans les zones de santé, le programme a changé de stratégie, nous allons vers ces malades avec la stratégie mobile».

Kwilu : plusieurs biens pillés après l'accident d'un véhicule des marchandises sur la RN 1. Selon le président de la société civile de Gungu : « Le chauffeur en pleine vitesse, avait dévié une chèvre en divagation, et finalement le véhicule s'est renversé. La population a pillé 9/10ème de marchandises qui étaient à bord du véhicule » Il condamne ce pillage et demande que les auteurs de ce pillage répondent de leurs actes devant les instances attitrées. **Accident sur le pont Mai-Ndombe : les recherches sont terminées, 4 corps encore sous eau.** Le président de l'Assemblée provinciale du Kwilu a indiqué ce 24 mars qu'ils ont mis fin aux recherches des corps des disparus après l'accident sur le pont Mai-Ndombe d'une jeep conduisant à Kinshasa. Cette jeep comptait 11 personnes dont 4 députés provinciaux. "Il n'y a plus espoir de repêcher les quatre autres corps après la sortie de la jeep".

Sud-Kivu: exploitation abusive des femmes dans les mines artisanales. Selon la cheffe du service étatique qui encadre l'exploitation minière artisanale (SAEMAPE), la plupart des femmes qui sont dans et autour des zones minières artisanales exercent des tâches pénibles et sont souvent au bas de l'échelle d'exploitation. « Le problème se pose au niveau de la passation de marchés, le creuseur, oblige souvent la femme de coucher avec lui. Nous avons trouvé beaucoup de coutumes qui sont encore rétrogrades à l'encontre de la femme. On est en train de voir comment implanter une coopérative uniquement féminine dans la ville urbaine de Kamituga. Elle sera gérée par les femmes pour pouvoir montrer aux femmes que leur présence dans un site quelconque, n'est pas un tabou ».

Kasai-Central: Le CRONG publie un recueil d'adages valorisant la femme. Le secrétaire exécutif du Conseil régional des organisations non gouvernementales de développement, (CRONG) a expliqué que les adages sélectionnés positivent la femme pour la pousser à ne pas se sous-estimer dans la société.

«Kinshasa-Bruxelles. Kinshasa (N) Tonga entre futur et poussière », une exposition d'œuvres d'art sur la capitale congolaise. Les œuvres présentées par des artistes kinois, photographes et vidéastes offrent une image de Kinshasa 'un chantier en plein construction, une ville dynamique'. Cette exposition est organisée par l'Académie des beaux-arts en partenariat avec le Centre Pompidou et le Studio du photographe congolais Sammy Baloji.

Ituri : une dizaine de morts dans une nouvelle attaque de la Codeco au village Tsofso. Les habitants du village de Tsofso revenaient chez eux quand ils ont été surpris par les assaillants de la Codeco, indiquent des

sources coutumières. Certaines victimes revenaient de leurs champs et d'autres des carrés miniers. Parmi les victimes, l'on décompte dix creuseurs artisanaux d'or, une femme et un soldat des Fardc. Presque tout le village de Tsoiso est vidé de sa population. L'armée est intervenue aussitôt et un soldat a même été tué dans les échanges des tirs.

Bunia : hausse vertigineuse de prix des produits sur les marchés. Les prix de matériaux de construction et de produits de première nécessité ont galopé ce jeudi 24 mars sur les marchés de Bunia et dans d'autres centres commerciaux de la province de l'Ituri. De nombreux habitants paupérisés par la guerre qui persistent depuis quatre ans, s'en plaignent. L'écart de prix est considérable surtout pour les produits de première nécessité tels que l'huile végétale, le sucre, le sel de cuisine. Le carburant n'est pas épargné.

Butembo : les organisations des droits de l'homme saluent la réouverture des parquets et tribunaux civils dans les régions sous état de siège. Le Réseau pour les droits de l'homme (REDHO) indique que la reprise des activités dans les parquets et tribunaux civils est un soulagement pour les justiciables. Cependant, il invite ses animateurs, qui étaient presque inopérants depuis l'instauration de l'état de siège, à travailler dans le respect de la loi. L'ordonnance du chef de l'État a gardé 11 infractions à la compétence des juridictions militaires. C'est entre autres l'assassinat, le meurtre, le viol, la participation à un mouvement insurrectionnel. Le volume du travail sera un grand défi à relever au regard de l'insuffisance des magistrats dans ces juridictions civiles de Butembo.

Primaires des gouverneurs et vice-gouverneurs de l'Union sacrée : le choix des candidats ne fait pas l'unanimité. Le présidium de l'Union Sacrée a organisé cette semaine à Kinshasa, avec les députés provinciaux en séjour dans la capitale, des préliminaires pour les élections des gouverneurs et vice-gouverneurs dans les provinces dirigées par les intérimaires. Cependant, ce choix ne fait pas l'unanimité parmi les députés de l'Union Sacrée de certaines provinces. Seules les élections prévues pour le 06 avril prochain pourront départager tous les candidats gouverneurs et vice-gouverneurs des quatorze provinces concernées par ces élections.

Plus de 17 000 enfants sortis des groupes armés depuis 2017 intégrés dans la communauté avec l'appui de l'Unicef. Le Représentant de l'Unicef en RDC a précisé qu'il s'agit de cas documentés et sur lesquels l'Unicef et d'autres partenaires ont travaillé. Ces enfants étaient libérés notamment du groupe armé ADF. Ils ont bénéficié des programmes de réintégration individuelle ou collective dans la famille et la communauté, a-t-il expliqué.

Beni: 567 enfants sortis des groupes armés en 2021 par la Monusco et ses partenaires, et ces derniers ont pu réinsérer dans leurs familles respectives. Ces enfants, sont aujourd'hui pris en charge par l'Unicef à travers une ONG locale.

Uvira : reprise du trafic sur la RN5, deux jours après la crue d'une rivière. Le président de la société civile salue la réhabilitation de cette route par les casques bleus de la Monusco, appuyés par des jeunes. «Des jeunes se sont mobilisés aux côtés des casques bleus pour remplir le fossé d'effondrement devant le pont sur la Sange».

Accident sur le pont Mai-Ndombe : les recherches sont terminées, 4 corps encore sous eau. Le président de l'Assemblée provinciale du Kivu a indiqué ce 24 mars qu'ils ont mis fin aux recherches des corps des disparus après l'accident sur le pont Mai-Ndombe d'une jeep conduisant à Kinshasa. Cette jeep comptait 11 personnes dont 4 députés provinciaux. "Il n'y a plus espoir de repêcher les quatre autres corps après la sortie de la jeep".

Bukavu : la production de la centrale hydroélectrique a baissé à la suite de la pollution du lac Kivu. La centrale Ruzizi a été construite de façon à fonctionner avec 4 machines. Cela permet de produire 30 mégawatts à plein régime. Mais ces déchets empêchent l'eau d'entrer dans les turbines. A cause de cela, ces machines ne peuvent plus produire leur puissance nominale, signale le chargé de production de cette centrale. La SNEL assure qu'elle effectue au quotidien des opérations de nettoyage. Mais l'entreprise a été surprise cette fois par la quantité d'immondices retrouvées sur son site.

Les députés du Nord-Kivu se prononcent en faveur de l'état d'urgence à la place de l'état de siège. Pour faciliter la normalisation de la vie de la province et le fonctionnement normal des institutions publiques, ces députés invitent le chef de l'État à commuer l'état de siège en état d'urgence sécuritaire. C'est-à-dire, avoir une administration civile, afin de laisser les militaires se focaliser au combat contre l'ennemi. Ces élus du peuple saluent toutefois des avancées sécuritaires depuis la mutualisation des forces entre les armées congolaises et ougandaises (UPDF) contre les ADF à Beni ainsi que, dans la province de l'Ituri.

Haut-Lomami: Bukama est sans électricité depuis 8 mois à cause de vols des câbles électriques. Cette situation est causée par les vols à répétition des câbles électriques haute tension. Plusieurs activités économiques sont paralysées par manque d'électricité. Sur le plan sanitaire, la plupart de morgues de ce territoire ne

fonctionnent pas. Snel Kolwezi a fait un effort de faire un devis qu'elle a envoyé au niveau de la direction générale à Kinshasa mais jusqu'à présent c'est une lettre morte.

Nord-Kivu : spoliation du parc des Virunga à Nzulo, les ONG de protection de l'environnement saluent la décision du gouverneur en faveur du parc, annulant toute vente ou transaction faite par des tiers dans cette partie du Parc national des Virunga (PNV). Le Gouverneur demande à toutes les autorités de faire cesser toute occupation ou exploitation de cette partie du Parc qui est aire classée et protégée.

Kasaï-Central: la route de Demba menacée par des érosions. La Nouvelle société civile souligne qu'il y a plus de cinq têtes d'érosions qui menacent cette route et rappelle l'importance de cette route pour le ravitaillement du territoire de Demba en différents produits de consommation.

Kwilu : 25 prestataires des soins formés sur la pharmacovigilance et surveillance. Selon le formateur, cet atelier de 8 jours avait pour objectif de renforcer les capacités des participants à la détection des effets indésirables après prise des médicaments, ainsi que la notification des manifestations adverses post immunisation causée par l'injection ou l'administration des vaccins.

Bintou Keita condamne l'aggravation du discours de la haine. La situation en RDC est préoccupante en ce qui concerne la dynamique liée aux discours de haine, a fait observer la Cheffe de la Monusco. Pour elle la bouche, les écrits et les paroles sont très dangereux et détruisent. La situation est d'autant plus inquiétante que, selon elle, le phénomène se passe dans un contexte d'impunité généralisé : « La tolérance, l'absence d'action et l'absence de suivi de la loi pour les sanctions qui devraient être prises nous mettent dans un environnement très difficile. »

Vendredi 25 mars.

La situation humanitaire reste préoccupante dans les zones en conflits (Bruno Lemarquis). Pour le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies en charge des questions humanitaires : « Le travail de toute la communauté humanitaire dans l'immédiat, surtout dans les provinces de l'Est, c'est la réponse humanitaire. Il faudrait travailler avec tous les partenaires pour augmenter l'espace humanitaire, diminuer les problèmes d'accès humanitaires pour que l'assistance humanitaire puisse bénéficier aux plus démunis, aux personnes en souffrance. Il faut faire un plaidoyer encore plus fort au niveau national et international pour ce qui se passe dans l'Est de la RDC, pour mobiliser les énergies, les acteurs et les ressources etc. ».

Ituri : plus de 11 000 cas de lèpre et tuberculose enregistrés en Ituri en 2021. « La tuberculose demeure encore un problème de santé publique dans la province de l'Ituri. Chaque année, nous constatons un accroissement des cas. Le défi est encore énorme. Il faut retenir que, la tuberculose se transmet exclusivement par voie aérienne. C'est-à-dire que, si nous voulons bien contrôler la tuberculose, nous devons d'abord identifier tous les malades et les mettre sous traitement. Aussi longtemps que, nous avons un nombre important des malades qui ne sont pas identifiés, d'autres personnes seront contaminées », a alerté, le Dr Justin Mukonkole. Il a précisé que, le taux de prévalence est très élevé dans le territoire de Djugu et dans les maisons pénitentiaires. Les défis pour éradiquer ces maladies sont encore énormes et nécessitent l'intervention des autorités, a-t-il ajouté.

Beni: un député national plaide pour la réhabilitation des routes d'accès à l'Afrique de l'Est. Le député national Jadot Mangwengwe plaide pour l'asphaltage de la route Kasindi-Beni-Butembo afin d'ouvrir la RDC aux pays de l'Afrique orientale. Il a demandé également au gouvernement central d'accélérer la matérialisation de l'adhésion de la RDC à la communauté des pays de l'Afrique orientale pour faciliter les échanges commerciaux, grâce notamment « à la suppression de visa ».

Tanganyika: l'Université de Kalemie adopte le système LMD. Selon le recteur de l'Université de Kalemie, son institution est prête à adopter le système Licence Master Doctorat (LMD) car les promotions de recrutement dans son établissement appliquent d'ores et déjà ce système. Il se dit satisfait de la formation donnée à tout le niveau du corps académique aux étudiants pour la maîtrise du système LMD.

Sondage BERCI: moins de 30% des Congolais interrogés ont une opinion favorable de Felix Tshisekedi. Selon ce sondage le Chef de l'État congolais enregistre son plus bas taux de popularité depuis son arrivée au pouvoir en 2019. Il révèle également la défiance populaire vis-à-vis des représentants politiques, gouvernants et opposants compris. D'après ce rapport, cette déception se propage également envers presque toutes les institutions du pays. Près d'un an après son investiture, le gouvernement de Jean-Michel Sama Lukonde a perdu, de son côté, 20 % d'opinions favorables. Concernant l'Assemblée nationale, plus de 65 % des sondés estiment

que le contrôle du gouvernement par les députés nationaux n'est « pas du tout efficace » ou « inexistant ». Cette tendance remet en question la capacité de la chambre basse à jouer pleinement son rôle de contrepoids du pouvoir exécutif ». Même les confessions religieuses ont subi un léger refroidissement de leur soutien dans l'opinion publique.

Tuberculose : la RDC a notifié plus de 216 000 cas en 2021(ministère de la Santé). A Kikwit, le ministre Jean-Jacques Mbungani a indiqué que le pays occupe le 2^e rang en Afrique parce que, « l'année dernière, le pays, à travers le Programme national de lutte contre la tuberculose, a notifié plus de 216 690 cas de tuberculose de toutes formes, dont 120 724 hommes, 92 498 femmes, 28 750 enfants ». C'est sous le slogan « une génération sans tuberculose » prôné par le Chef de l'Etat que le ministre de la Santé publique a lancé le coup d'envoi des activités de la célébration de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose à Kikwit et dans toute la province du Kwilu.

Haut-Uélé : une dizaine de morts dans un accident de circulation, sur la route Watsa-Aru, jeudi 24 mars. Le drame s'est produit précisément sur la colline Tanzi en territoire de Faradje, dans la province de Haut-Uélé. Cet accident était le troisième à se produire au même endroit et le même jour, à seulement quelques minutes d'intervalles. Les défaillances techniques et le non-respect du code de la route par les camionneurs serait des causes principales de tous ces accidents. Tous les morts ont été ramenés à la morgue de Durba, en territoire de Watsa.

Kinshasa : rencontre des hommes d'affaires belges et des entrepreneurs Congolais. Les opérateurs économiques belges en mission économique et commerciale en RDC ont eu jeudi 24 mars des échanges avec des entrepreneurs Congolais. C'était au cours d'un déjeuner d'affaires organisé par la Société de communications et service (SCS), en partenariat avec l'ambassade de Belgique en RDC.

La communauté humanitaire a besoin d'1 milliard de dollars américains pour répondre aux besoins humanitaires dans l'Est du pays. « Le plan de réponse humanitaire qui est encore plus élevé que celui de 2021 surtout du nombre des personnes déplacée. Donc nous sommes à la recherche de 1,88 milliards de dollars américains pour appuyer des millions de personnes dans les besoins. Ça aussi, c'est une contrainte pour les acteurs humanitaires de terrain notamment dans l'Est de la RDC où la plupart de besoins se trouvent » Pour mettre un terme à cette complexité de la situation humanitaire qui affecte plus d'un million des personnes en RDC en général, le chef des opérations humanitaires, promet de se pencher sur les causes structurelles et profondes qui freinent le développement de la RDC.

Bukavu : disparité de prix du carburant à la pompe. Le prix du litre d'essence dans la ville de Bukavu varie d'une station-service à une autre. Cela, depuis plus d'un mois que le carburant est devenu de plus en plus rare au Sud Kivu. A ce jour, une seule station, au cœur de la ville de Bukavu, maintient le tarif fixé dernièrement par le ministère de l'économie nationale, soit 2.450 FC le litre. Non loin de là, d'autres opérateurs pétroliers, vendent jusqu'à 3.000 FC le litre d'essence.

Campagne chirurgie cardiaque : 4 enfants sur les 25 enregistrés ont été opérés à Lubumbashi. Pour cette campagne, la Fondation CM Diamant a fait venir une équipe des médecins de NOVIC Cardiac Alliance, conduite par le Dr William Novic. Cette campagne a commencé le mercredi 23 mars et durera deux semaines.

Le Pape crée le diocèse de Tshilomba à Lomami. La Conférence épiscopale nationale du Congo annonce la création d'une nouvelle circonscription ecclésiastique dénommée diocèse de Tshilomba dans la province de Lomami. L'abbé Sébastien Kenda Ntumba en est nommé évêque. D'une superficie de 11.747 km carré pour 792 000 croyants catholiques, le diocèse de Tshilomba est constitué par le démembrement du diocèse de Luiza.

Beni : les députés du Grand Nord saluent la collaboration entre la Monusco et les Fardc. «Nous sommes contents de constater que la Monusco a commencé à travailler en collaboration avec les Fardc. Et sur terrain, ils nous ont montré les réalisations, les actions qu'ils ont faites ensemble et ça nous encourage. Nous pensons que si les opérations continuent comme ça nous pouvons espérer que la paix reviendra dans le territoire de Beni et nous sommes rassurés que les élections pourront se passer dans de bonnes conditions de sécurité. Nous voudrions aussi que la Monusco puisse continuer à communiquer et à collaborer avec la population sur ce qu'elle est en train de faire parce que ça nous rassure », a déclaré le président du caucus des députés du Grand Nord.

Le chef d'état-major général des Fardc à Beni pour l'évaluation des opérations militaires. Il est en mission d'évaluation des opérations militaires contre les groupes armés dans la région. Dès son arrivée, il a organisé une

réunion avec le gouverneur militaire du Nord-Kivu, le commandant des Fardc, le coordonnateur des opérations conjointes des armées congolaises et ougandaises ainsi que le commandant des opérations Sokola 1.

Bukavu : 2 agents de la PCR radiés de la PNC. Ils sont mis aux arrêts et une action disciplinaire est ouverte à leur charge. Le commissaire provincial de la PNC/Sud-Kivu, accuse ces agents de tracasser les usagers sur la route. Ces policiers ont été surpris en train de tracasser un chauffeur au volant de sa voiture. La scène a été filmée et divulguée sur les réseaux sociaux. En outre, il invite la population à pouvoir s'armer du courage pour dénoncer tous les cas similaires.

Ituri : 4 ADF neutralisés par les Fardc à Zunguluka. C'est précisément dans les villages situés le long de la RN 4 en direction de Beni au Nord-Kivu voisin, après la reconquête par l'armée mardi dernier des trois localités dont Epanza, Kaza roho, et Bamanyanya jadis occupées par l'ennemi. Au cours de cette attaque, huit militaires ont marché sur des mines anti personnelles et ont été blessés. Ces opérations des Fardc contre des positions des ADF laissent augurer d'un espoir sur l'amélioration de la sécurité dans cette zone.

Samedi 26 mars.

EPST : la Synergie des syndicats des enseignants exige le paiement du 2e et 3e palier des salaires convenus. « Le mois d'avril c'est la ligne rouge qu'on ne doit pas franchir. Parce que si au mois d'avril on ne paie pas le salaire promis par le gouvernement, c'est le gouvernement qui mettra les enseignants dans l'impossibilité de continuer à travailler. Si le gouvernement ne le fait pas, il sera tenu seul responsable de tout ce qui arriverait ».

Beni : 10 civils enlevés par les ADF dans la chefferie de Watalinga. Selon la présidente de la société civile de Watalinga, ce kidnapping a eu lieu lors d'une incursion de ces rebelles dans le village. Trois autres personnes se sont échappées des mains de leurs ravisseurs quelques heures après. Aucun mort n'est à déplorer.

Kwilu : démarrage officiel de la campagne de vaccination anti COVID-19, près de 3 000 vaccinés attendus. Cette campagne de vaccination va durer 14 jours et cela dans 110 sites de vaccinations sélectionnées à travers toutes les 24 zones de santé de la province. Le chef de division provinciale de la santé du Kwilu, a précisé qu'au total 272.398 personnes sont attendues pour être vaccinées en cette première phases de trois mois. Depuis le début de la pandémie, le 10 mars 2020 en RDC, le Kwilu a notifié plus de 225 cas dont 25 décès.

Kongo-Central : l'élection du gouverneur et vice-gouverneur est l'espoir pour sauver la province du chaos. « Nous ne tolérerons pas dès lors qu'elles se transforment en une vente aux enchères ou en une vente publique de notre province où le plus offrant, soit le meilleur corrupteur, se verra octroyer le trophée de gouverneur élu du Kongo-Central », a déclaré le président provincial du mouvement politico-religieux Bundu dia Mayala.

Beni : réunion de haut niveau des autorités militaires des Fardc. Cette réunion s'est tenue entre le Chef d'état-major général, le gouverneur militaire du Nord-Kivu, le commandant de la 3eme zone de défense, le coordonnateur des opérations conjointes des armées Congolaise et Ougandaise, le commandant des opérations Sokola 1 ainsi que les responsables des renseignements civils et militaires. Le Chef d'état-major général des Fardc, voulait se rassurer du bon déroulement et de l'avancement des opérations militaires contre les ADF et d'autres groupes armés locaux.

Ituri: lancement des travaux de réhabilitation de la route Kobu-Mongwalu. Ces travaux sont financés par le gouvernement central afin de permettre la libre circulation des personnes et de leurs biens, et aussi pour faciliter les opérations militaires dans ce territoire où les groupes armés sont actifs. Ces travaux vont durer 10 mois et seront exécutés par l'entreprise Mont Gabaon. Ils incluent également, l'asphaltage de 8 km de la voirie urbaine de Bunia.

Maindombe : plus de 30 maisons, 5 églises et 7 écoles endommagées à la suite d'une pluie diluvienne à Nioki.

« Beaucoup de facteurs entrent en jeu : les constructions anarchiques, la mauvaise gestion d'espaces, le problème de déboisement, les arbres qui ne sont pas bien gérés, il y aussi le problème des érosions'» a indiqué le président de la société civile de Nioki. Il plaide, par ailleurs, pour une assistance aux familles sinistrées et aux élèves qui ne savent plus où étudier. Outre ces dégâts matériels, la société civile signale également un blessé grave.

Haut Katanga : un disparu et 45 maisons détruites à Bukama après une forte pluie. Plusieurs maisons se sont écroulées et de nombreuses personnes sont sans abri à la suite d'une pluie qui s'est abattue sur le territoire de Bukama. « Nous avons recensé jusqu'à présent 230 femmes, enfants et hommes qui nécessitent un encadrement ou un abri, notamment, les enfants vulnérables », précise l'administrateur du territoire.

Kinshasa : des femmes africaines réfléchissent sur les opportunités d'affaires et la transition écologique. Des femmes entrepreneures de toutes les provinces de la RDC et des certains pays africains tiennent depuis le 25 mars à Kinshasa un forum sur le thème « un forum sur Femmes Entrepreneures et opportunités de la transition écologique ». Cette rencontre entre dans le cadre de la célébration du mois de la femme. L'objectif de ces assises est de créer une synergie des femmes entrepreneures pour le développement de l'Afrique.

Bukavu : une société achète les déchets pour lutter contre la pollution du lac Kivu. En fait, les déchets, surtout plastiques, entravent le bon fonctionnement du barrage Ruzizi 1. La plupart des déchets ménagers se retrouvent dans le lac Kivu et échouent au niveau de la centrale. Ces déchets constituent des matières premières pour l'entreprise Full development agency qui emploie des jeunes et des femmes dans la collecte et la transformation des déchets ménagers. La société Full development agency, invite la population de la ville de Bukavu à vendre les ordures ménagères notamment les déchets plastiques au lieu de les jeter dans les caniveaux ou dans le lac. Le point d'achat de ces déchets est à l'usine de traitement de Full development agency dans la commune d'Ibanda.

Muanda: des habitants en colère contre l'affectation des fonds issus de l'exploitation du gaz. Le ministre national des Hydrocarbures a décidé de la construction à Muanda d'une université et d'un hôpital moderne à hauteur de 10 millions USD, fruit du 9ème avenant sur l'exploitation de gaz dans cette cité par l'entreprise Perenco. Pour les manifestants, " les fonds issus de l'exploitation du gaz par la Perenco, ne serviront qu'à l'électrification de Muanda ou rien". La décision du ministre vient saper « l'espoir des habitants de Muanda d'avoir de l'électricité ».

Mbuji-Mayi : l'ITIE publie son rapport sur la répartition et l'utilisation de la redevance minière. « Le constat général dans le rapport de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) indique que l'argent a été payé aux entités territoriales décentralisées (ETDs), mais n'a pas encore servi à la réalisation des infrastructures communautaires. Après débat, il a été relevé quelques incohérences dans le rapport, c'est que l'argent perçu a été effectivement payé autour d'un million USD. C'est au niveau des ETD qu'on trouve encore des éclaircissements pour savoir à quoi a servi cet argent ». Et d'ajouter : « Pour le secteur de Mpemba, le chef de secteur a indiqué qu'on a construit une école, mais avec le montant de 150 000 USD reçus. C'est à ce niveau qu'il faut voir la proportionnalité entre 150 000 USD et l'école construite. Pour les autres ETDs, nous allons continuer dimanche à Miabi pour qu'il nous disent aussi combien ils ont reçu et à quoi ils ont affecté cet argent ».

Ituri : le tribunal de paix de Djugu et le parquet près du tribunal opérationnels. L'objectif de cette action est de restaurer l'autorité de l'Etat dans cette entité où de nombreuses exactions sont commises par les groupes armés. Cet ouvrage est composé de trois compartiments avec 12 salles pour servir des bureaux aux juges et magistrats du tribunal de paix et du parquet ainsi que pour l'organisation des audiences. Tous ces bureaux sont équipés de meubles et fournitures. Il y a également l'amigo avec trois portes pour les hommes, les femmes et les enfants. Selon les autorités judiciaires, la matérialisation de ce projet est le fruit d'un long processus de plaidoyer à la hiérarchie nationale pour l'affectation des juges et magistrats et la construction de ce bâtiment.

Dimanche 27 mars.

La RDC appelée à appliquer la bonne gouvernance dans le secteur minier pour apporter du profit à la population. C'est ce que recommande l'ONG Natural Resource Governance Institute (NRGI) dans une communication à la presse samedi 26 mars. Le cobalt de la RDC est un élément essentiel pour la production des batteries de véhicules électriques et la demande de ces batteries augmente au rythme de la demande accrue des véhicules électriques. « Il faut agir maintenant parce qu'il n'y a plus beaucoup de temps pendant lesquels le Cobalt restera critique. Si la RDC n'améliore pas la gouvernance de la chaîne d'approvisionnement de Cobalt, les entreprises pourraient s'en passer et chercher les alternatives ailleurs et dans ce cas, nous aurons loupé une opportunité pour tirer profit de cette manne qui est le Cobalt ».

Beni : la Monusco sensibilise les femmes sur la lutte contre l'exploitation et abus sexuels impliquant notamment le personnel de l'ONU. Une cinquantaine de femmes et jeunes filles parmi lesquelles, des vulnérables et certaines leaders communautaires de Beni ont pris part à cette activité qui avait pour objectif

d'outiller les participants en matière de lutte contre ce phénomène. Les risques d'exploitation et d'abus sexuels, qui pourraient impliquer le personnel de l'ONU, l'existence des outils destinés à le combattre et les mécanismes de dénonciation de différents cas, ont été les matières données aux apprenantes.

Kasaï-Oriental : l'aéroport de Mbuji-Mayi déjà réhabilité à 70 %. Prévus pour vingt-quatre mois, ces travaux sont exécutés par l'entreprise Chine Jiang International Corporation (CJIC) qui s'occupe actuellement du remblayage du nouveau tarmac. Les travaux d'installation de la centrale d'enrobage à chaud et de quelques matériels de sûreté aéroportuaire sont aussi presque terminés. Plusieurs matériaux sont déjà sur place pour permettre à l'entreprise CJIC d'accélérer les travaux, affirme le commandant de la Régie des Voies Aériennes (RVA). Le nouveau tarmac aura la dimension de 250 mètres de long et 110 mètres de large. L'aéroport de Bipemba aura une autonomie en énergie électrique. Plus de 800 panneaux solaires sont déjà arrivées sur place à cet effet.

Kinshasa : Bahati Lukwebo et des émissaires de l'ONU évaluent le prochain processus électoral. « C'est une mission d'évaluation des besoins électoraux que les Nations Unies ont déployé en RDC en réponse à une requête reçue des autorités du pays pour un accompagnement du processus électoral. L'objectif est donc de venir s'entretenir avec les différents acteurs du processus électoral, évaluer ensemble le contexte global dans lequel, le processus électoral va se dérouler et identifier les principaux défis et différentes contraintes, leurs besoins pour que le processus électoral se déroule de manière la plus transparente et inclusive aussi ».

Kasaï-Oriental : les enjeux électoraux au centre d'un atelier d'acteurs politiques et de la société civile. L'initiative est de l'organisation « Action pour le Développement et la Gestion des Ressources Naturelles (ADGRN), et financée par la Fondation allemande Hans Seidel. Le but est de sensibiliser les acteurs politiques, ceux de la société civile et la population sur les élections prévues en 2023 ; et aussi informer les grands électeurs (les députés provinciaux) sur le profil du futur candidat gouverneur de la province du Kasaï-Oriental. Cet atelier rentre dans le cadre du projet sur la démocratie et la bonne gouvernance implémenté par l'ADGRN.

Ituri : le territoire de Djugu appauvri à la suite des atrocités de la Codeco (Gouvernement). Selon le vice-gouverneur de la province de l'Ituri, ces miliciens qui accentuent leur pression sur la population, l'appauvrissent davantage et entravent, par conséquent, le développement de cette entité territoriale qui pourtant, est très riche en minerais, avec un sol très fertile. D'autre part, de nombreux enfants ne vont plus à l'école, les activités champêtres sont suspendues dans plusieurs localités dont les habitants sont en fuite, face à la détérioration de la situation sécuritaire. Au regard de la détérioration de la sécurité, Djugu ne peut plus exporter ses productions.

Kindu : 5ème vague de recrutement au sein des Fard, l'armée appelle à l'enrôlement massif des jeunes. « Nous venons de lancer la cinquième vague de recrutement troupes comme militaires dans toute l'étendue de la province du Maniema sans oublier aussi l'inscription des élèves officiers, sous-officiers de différentes écoles et centre de formations des forces armées de la RDC », a indiqué le chef d'information, sélection et orientation des Fardc au Maniema. Pour la réussite de cette opération de 25 jours, il appelle les jeunes à s'enrôler massivement.

Nord-Kivu : quatre villages du groupement Waloa Loanda vidés de leurs habitants. La majorité de la population de ces villages dénonce les exactions exagérées commises par les combattants de cette milice. Elle se serait alors soulevée et aurait incendié tous les campements de ces miliciens, alors qu'une autre frange de la population qui soutient ces rebelles, se serait vengée contre leurs concitoyens en brûlant leurs maisons. Ces troubles qui dureraient depuis 5 jours, auraient occasionné des pertes énormes de biens de la population et provoqué le déplacement massif des habitants vers les villages voisins, précisent les sources de la société civile.

Kwilu : cinq morts et quatre disparus, bilan définitif de l'accident du pont Maï-Ndombe. « A la morgue de l'hôpital du cinquantenaire de Kinshasa, nous avons perçu cinq cadavres, parmi lesquels, l'honorable Nkusu de Bagata, honorable Ndiba d'Idiofa, l'assistant parlementaire de Gungu et deux passagers. Il y a deux rescapés dont l'honorable Gatola qui va bien maintenant et un étudiant. Il y a quatre personnes qui sont déclarées disparues, parmi les disparus, il y a l'honorable Ifumu, le propriétaire du véhicule 4X4, son chauffeur, le boy chauffeur et son neveu », a expliqué le vice-président de l'assemblée provinciale.

Ituri : poursuite des négociations pour libérer les membres de la task-force enlevés par la milice Codeco. L'un des otages a été relâché la semaine dernière pour des raisons de santé. Pour l'instant, les combattants détiennent depuis plus de 40 jours sept personnes, dont cinq membres de la task-force. Ces otages vivent dans des conditions « médiocres » dans leur lieu de détention. Parmi les préalables posés par cette milice, il y a notamment la suspension des attaques contre leurs positions par les Fardc, le retour de la population dans les

localités de Kobu et Nizi. Les miliciens demandent aussi la libération de certains habitants de la communauté Lendu « arrêtés arbitrairement », dans les zones des combats et qui sont détenus à la prison centrale de Bunia.

Lundi 28 mars.

Assemblée nationale : les députés en plénière ce lundi, la motion de défiance contre Jean-Marie Kalumba pas retenue. Conformément à l'article 146 de la Constitution, la motion de défiance contre un membre du gouvernement n'est recevable que si elle est signée par un dixième des membres de l'Assemblée nationale, soit par au moins 50 députés sur les 500. Celle introduite lundi dernier contre le ministre de l'Économie Jean-Marie Kalumba aurait recueilli plus de 70 signatures, attestent les pétitionnaires. Elle devrait être soumise au vote 48 heures après son dépôt, comme le stipule l'article 146 de la Constitution. Une semaine après son dépôt, cette pétition n'est toujours pas à l'ordre du jour. Si cette motion de défiance contre le ministre Jean-Marie Kalumba est adoptée, celui-ci est réputé démissionnaire, conformément à l'article 147 de la Constitution.

Kinshasa : plusieurs associations et élus dénoncent la « détention illégale et prolongée » de François Beya. L'ancien conseiller spécial du Chef de l'État en matière de sécurité, est détenu arbitrairement, depuis le 5 février dernier, dans un local de l'Agence nationale de renseignements. « Il est livré à la merci, à l'arbitraire de ceux qui le retiennent, au mépris de ses droits fondamentaux garantis par notre constitution. Notamment le droit d'être assisté par un avocat et aussi le droit d'entrer en contact avec sa famille ». L'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) plaide aussi pour la libération de François Beya ou son transfert devant son juge.

Nord-Kivu : les Fardc contrôlent et consolident les positions jadis occupées les rebelles du M23 (Armée). Cette région stratégique pour les Fardc est située dans les montagnes des Virunga à la frontière entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda. Mais, depuis quelques jours, des rumeurs font état d'une réorganisation des rebelles du M23, aux environs de leurs anciens bastions dans la région de Sabinoy pour tenter de les reconquérir. Pour le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 2 a indiqué que les Fardc ont le contrôle total des positions conquises. **Nord-Kivu : d'intenses combats opposent les Fardc aux rebelles du M23 autour des collines de Runyonyi et Tchanzu,** dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Depuis 3 h du matin, ce 28 mars, les rebelles du M23 auraient attaqué sur tous les fronts les positions de l'armée dans cette zone. Après d'intenses combats, les deux collines sont passées sous occupation du M23, affirme le chef de groupement de Djomba. Pour l'instant, un déplacement massif de la population des villages de Mukinga, Rubona et Tcheya vers Rutshuru alors que les habitants de la cité de Bunagana, située à la frontière entre la RDC et l'Ouganda, ont pris la direction de l'Ouganda. Sur le terrain, les deux forces s'affrontent toujours tout autour de Tchanzu et de Runyonyi. **Bintou Keita condamne « avec la plus grande fermeté » l'offensive du M23.** Elle appelle à la reddition « immédiate et sans condition » de ces combattants. « La Monusco se tient aux côtés du gouvernement et de la population congolaise », a déclaré la cheffe de la Monusco.

Equateur : des fonds destinés aux prisonniers bloqués à Mbandaka depuis 4 mois. « Kinshasa avait envoyé de l'argent pour les prisons des provinces démembrées du Grand Equateur. D'habitude ça transite par Mbandaka, à partir de Mbandaka on commence à distribuer dans les différentes provinces. C'est le gouverneur qui a bloqué cet argent » dénonce le coordinateur de l'ONG Action des jeunes pour le bien-être social (AJBS). Cette situation expliquerait l'état de famine qui sévit actuellement dans toutes les prisons de cet espace. Le gouverneur de l'Equateur indique que le chef de division et le directeur de la prison centrale de Mbandaka ont été suspendus pour détournement de ces fonds pendant environ 4 ans. Il faut alors la désignation de leurs intérimaires par le secrétaire général à la Justice. C'est alors qu'il y aura retrait et distribution de ces fonds par province.

Kinshasa : Christophe Mbosso invite les notables du Grand Bandundu à l'unité pour développer leurs provinces. Le président de l'Assemblée nationale a appelé les députés provinciaux du Grand Bandundu à élire des gouverneurs qui remplissent les critères de compétence pour le développement de l'espace Grand Bandundu à partir de la base. Selon lui, il faudrait veiller à l'encadrement des animateurs des institutions en vue de rapprocher l'administration des administrés. Christophe Mbosso a insisté sur la cohésion, le pardon et la réconciliation qui devrait être le levier moteur de la communauté ainsi mettre de côté les divergences politiques.

Bas-Uele : remise à la province d'une école construite par l'Unicef à Likati. Six salles de classe plus un bureau de direction de l'école sont réparties entre les deux bâtiments nouvellement construits pour l'école primaire Likati. Deux latrines et un système de collecte d'eau ont été également mis à la disposition de cette école, mais aussi 150 pupitres. Cette école est la 2^{ème} à être remise aux autorités provinciales du Bas-Uele après l'EP Bale, à 15 km de Buta. Actuellement, huit autres écoles sont en construction dans cette même province, dans le cadre du projet.

Ituri : trois membres d'une même famille tués par Codeco à Dheyo. Selon des sources locales, ces assaillants ont également mis le feu sur dix-huit maisons dont tous les effets ont été calcinés. Cette incursion de la milice Codeco a entraîné le déplacement de toute la population vers les localités voisines : Bhelo, Dhikpakpa et Bubha.

Kindu : les veuves et orphelins des policiers réclament leurs rentes de 2 mois à Equity banque. Selon leur représentant, après que l'agence Soficom s'est déclaré incapable de payer ces veuves et orphelins, ces derniers ont été transférés chez Equity banque. Dès lors, ils sont soumis à plusieurs contrôles qui n'aboutissent à rien.

Kwilu : plus de 160 fonctionnaires nouvellement inscrits sur les listes de paie exigent le paiement des salaires supplémentaires. Ils réclament, dans une déclaration faite à la presse dimanche 27 mars à Bandundu (Kwilu), la paie complémentaire de salaires de base de trois mois : octobre, novembre et décembre 2021. Ils disent n'avoir perçu que les salaires de janvier et février 2022 et non ceux des mois précités alors que leurs collègues des autres services sont en règle de paiement. Ces agents sollicitent l'implication du vice-Premier ministre, ministre de la Fonction publique pour décanter la situation et en même temps bancariser la paie.

Beni : la société civile plaide pour l'amélioration des conditions des militaires engagés aux fronts. Le président de la société civile de Beni, est allé présenter au Chef d'Etat-major, les doléances de la population et les conditions des Fardc engagées sur différents fronts contre les ADF. « Nous avons exprimés au Chef d'Etat-major notre souci quant aux conditions des Fardc. Nous avons constaté que, les militaires ougandais à côté des Fardc, sont bien pris en charge, même leurs uniformes sont impeccables. Nous lui avons aussi demandé de prendre en compte la ration de combat de nos militaires car ils n'en ont pas et nous avons soulevé la question de leur solde ».

La question en rapport avec les massacres des civils à Beni a notamment été discutée avec le patron de l'armée.

Nord-Kivu : l'université adventiste de Lukanga rouvre ses portes aux étudiants externes. Les étudiants internes sont suspendus des cours et ne reprendront que le 4 avril prochain. Ils sont accusés d'avoir participé au bizutage d'un nouvel étudiant le soir du 11 mars, alors que cette pratique est interdite dans toutes les universités et instituts supérieurs de la RDC. Le conseil de gestion de l'Uniluk et les parents des étudiants ont convenu de payer une amende par les parents pour réparer tous les dégâts occasionnés, avant le retour au campus des étudiants.

Tshuapa : retour au calme après une vive tension entre deux camps de jeunes footballeurs. Les jeunes de Djolu devraient recevoir ceux de Yauma dans leur territoire, relate le président du Cercle de football de Djolu. Informés de cette rencontre, les jeunes de Djolu, mécontents, vont entamer des travaux d'assainissement sur l'aire de jeu, pour empêcher que cette rencontre ait lieu. Le gouverneur de province, alerté a jugé bon d'interdire la rencontre « afin d'éviter le pire ». Ce qui a plutôt ravivé la tension des jeunes estimant qu'ils ont déboursé en vain beaucoup d'argent, pour le transport et l'organisation de la rencontre. Les jeunes mécontents ont alors saccagé toute la tribune récemment construite et les bois des gardiens, ainsi que le marché à côté, ont signalé des témoins. Les manifestants ont vandalisé les installations de la radio Boongo Nkoy Lisanga, appartenant au gouverneur.

Mbuji-Mayi : la Regideso alerte sur le danger de détournement d'une source d'eau par des creuseurs de diamant. Cette source est menacée par les dragues motorisées des creuseurs artisanaux de diamant. Pourtant, elle est exploitée par la Regideso pour approvisionnement en eau potable la ville de Mbuji-Mayi. Cette source produit plus de 14 000 mètres cubes d'eau par heure. D'après le directeur provincial de la Régideso Kasai-Oriental, la destruction de cette source peut priver de l'eau potable à une grande partie de la ville de Mbuji-Mayi.

Uvira : un concert musical pour collecter des fonds en faveur de plus de 15 000 veufs. L'ONG Organisation des veufs en Afrique (OVA) a organisé ce concert le 26 mars à Uvira au Sud-Kivu. L'objectif de cette activité est de sensibiliser la communauté locale et collecter des fonds pour venir en aide à quinze mille vingt et un veufs et veuves de la ville. Alimentation, abri, maladies et vêtements sont le lot de problèmes qu'ils affrontent au quotidien. Les fonds aideront à l'abonnement de 20 personnes du 3e âge à la mutuelle de santé.

Kasai-Oriental : des inconnus saccagent le siège du MLC à Mbuji-Mayi. Le Président Fédéral de ce parti membre de l'Union sacrée, affirme que les hommes non identifiés ont fait irruption dans la parcelle où se trouve le siège et ont cassé toutes les vitres des portes et des fenêtres de la permanence. Ils ont aussi déchiré le drapeau du parti sans rien emporter. Il a déploré cette « destruction méchante », et se dit prêt à saisir la justice. Pour lui, le MLC/Kasai-Oriental reste serein, engagé dans la redynamisation, implantation et la conquête de toute la province du Kasai-Oriental pour faire de ce parti la première force politique.

Kisangani : les fidèles catholiques dans la rue pour soutenir les compatriotes de l'Ituri, victimes des atrocités des ADF et autres groupes armés. Au terme de cette marche, ils ont déposé auprès du Gouverneur de province par intérim, un mémorandum adressé au Président de la République afin de prendre certaines dispositions visant à rétablir la paix dans cette partie du pays. Les manifestants indiquent que « les déplacés de l'Ituri ont besoin d'une assistance humanitaire et d'un retour sécurisé dans leurs villages. Les enfants ituriens ont droit d'être scolarisés au même titre que les autres enfants congolais. Les femmes ont les mêmes droits que les autres femmes congolaises. Que les militaires et policiers soient motivés en leurs assurant une honnête rémunération pour qu'ils garantissent la sécurité de la population. Que soient sanctionnées les militaires, policiers et civiles qui pratiquent le trafic de munitions et d'armes, s'enrichissant sur le sang des innocents dans un commerce ignoble et dégradant. Que soit mise sur pied une présence de proximité de nos militaires et policiers bien équipés dans les grandes agglomérations des territoires de Djugu et d'Irumu pour faciliter l'accès aux champs et différents mouvements d'affaires »

Shabunda : 4 morts et plus de 200 maisons brûlées dans un incendie à Isezia. L'administrateur du territoire de Shabunda, explique que l'incendie serait dû au mauvais stockage du carburant dans une maison. Il affirme que le feu continue à s'étendre dans un milieu où il n'y a aucun véhicule anti-incendie. Il appelle à l'assistance des humanitaires et invite les habitants à ne pas garder chez eux des produits inflammables. Isezia est une localité perdue dans la vaste forêt du territoire de Shabunda, à 100 kms du chef-lieu du territoire, dans la chefferie de Bakisi, dans le groupement de Bamukuba Sud. Le centre compte au moins 1000 habitants, selon l'administrateur.

Mardi 29 mars.

Nouvelle attaque du M23 : le ministre des Affaires étrangères va convoquer l'ambassadeur du Rwanda en RDC, pour fournir des explications sur la présence des militaires rwandais aux côtés des rebelles du M23 qui ont attaqué des positions des Fardc de Tchanzu et Runyonyi, dans le territoire de Rutshuru. C'est ce qu'a affirmé le porte-parole du gouvernement, lors de son intervention sur le plateau de TV5 comme invité. Le gouvernement condamne aussi la nouvelle incursion du M23 à dans la province du Nord-Kivu et dénonce l'hypocrisie du Rwanda. En fait, le 28 mars à Goma, les Fardc ont affirmé que dans la nuit du 27 au 28 mars 2022, le M23 soutenu par les Forces de défense du Rwanda, a mené des incursions et attaqué les positions des Fardc de Tchanzu et Runyonyi. Au cours de ces attaques, les Fardc ont mis la main sur deux militaires rwandais du 65ème Bataillon de la 402ème Brigade des Forces de Défense du Rwanda basés à Jarama, au Camp militaire Kibungo au Rwanda. **Les Fardc accusent les Forces de défense du Rwanda d'appuyer le M23 dans leurs incursions sur le sol congolais.**

Le porte-parole du gouvernement provincial du Nord-Kivu, a, dans un échange avec la presse lundi 28 à Goma, affirmé qu'au cours des attaques menées contre leurs positions, le M23 a bénéficié de l'appui de l'armée rwandaise.

Au cours de ces attaques, les forces armées ont mis la main sur deux militaires rwandais. « Au regard des informations fiables, fournies par ces deux sources crédibles, les Fardc s'interrogent sur le sens de la mutualisation des efforts en vue des opérations conjointes avec un partenaire qui ne respecte ni ses engagements vis-à-vis de la RDC encore moins, sa propre parole a l'occasion des différentes rencontres et échanges ». **Le Rwanda, accusé de soutenir le M23, en appelle à l'arbitrage du Mécanisme conjoint de vérification.** La RDC et le Rwanda disposent d'un mécanisme de vérification dans le cadre de la CIRGL et au niveau bilatéral pour vérifier ces allégations. Le Rwanda en appelle ainsi au mécanisme conjoint de vérification (JMV) à enquêter sur ces allégations. Le gouverneur de la province de l'Ouest du Rwanda, déclare que les Forces de défense rwandaises (RDF) ne sont en aucun cas impliquées dans les « activités belligérantes à travers la RDC ». Il parle de fausses accusations et ne reconnaît pas non plus, les deux capturés des RDF.

Mbandaka : la police vulgarise les mesures de courtoisie routière. Selon la PNC/Equateur, cette mesure fait suite au dérapage de plusieurs habitants lors du séjour du Premier ministre, le 12 mars dans cette ville. D'après le commissaire provincial certains habitants de Mbandaka ont grillé le feu et dépassé le cortège du Premier ministre.

« Tout usager n'a pas le droit de dépasser le cortège présidentiel. Mais a l'obligation de s'arrêter, s'il roule dans le sens contraire à celui-ci. Ensuite, arrêter le moteur du véhicule, en sortir et en fermer les portières, tout en évitant des gestes ou mouvements brusques et inappropriés. De même, la population qui ovationne évitera les mains en poche ou la tendance à récupérer un objet par terre ou dans le sac ».

Kinshasa : ouverture de l'atelier d'adoption de la stratégie nationale du DDRC-S. La RDC fait face à des problèmes d'insécurité, causée par les groupes armés, particulièrement à l'Est. Au regard du tableau sombre, le

premier ministre a relevé que la résolution de conflits armés à l'Est du pays nécessite une stratégie globale de lutte contre les forces négatives. De ce fait, le gouvernement a mis sur pied le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRCS) qui vient accompagner et appuyer la politique du gouvernement en matière de stabilisation, de sécurité et de relance économique dans l'est du pays. Le chef du gouvernement demande à la population des provinces concernées de s'approprier ce programme. **Accompagnement des Nations Unies.** Pour sa part, la cheffe de la Monusco, Bintou Keita a indiqué qu'avec la création du PDDRCS et l'élaboration de cette stratégie nationale, l'Etat congolais fait preuve de sa volonté de s'engager dans ce processus et a félicité l'Etat congolais pour cette initiative. Elle a réaffirmé la volonté des Nations Unies à accompagner le gouvernement congolais sur ce chemin.

Johannesburg : évaluation de la mise en œuvre de la politique de la SADC sur les questions minières. La grande majorité des pays de l'Organisation régionale des pays de l'Afrique australe (SADC) sont des pays miniers. Et selon un rapport de l'organisation SARW, ce secteur contribue entre 40 et 90% aux budgets nationaux de certains Etats membres. Mais, cette abondance en richesse minière peine à favoriser un développement inclusif axé sur l'industrialisation. Pour inverser cette tendance, un cadre d'orientation stratégique a été adopté par la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine en 2009. Il s'agit de la vision minière africaine. La politique et le plan d'action de la Vision minière régionale de la SADC ont été approuvés en 2019. Cela, dans le but d'optimiser l'impact de l'extraction des ressources minières dans la région sur le développement durable. Trois ans après, il est constaté une lenteur de sa mise en œuvre et un manque de vulgarisation auprès des principales parties prenantes. C'est donc tout l'enjeu de ces assises de deux jours à Johannesburg.

Bateau Emmanuel 4 : plus de 2 ans au service du trafic lacustre. Construit sur le chantier naval de Kituku à l'ouest de Goma par des Congolais, ce bateau est qualifié par les voyageurs d'hôtel 5 toile flottant. Les usagers félicitent le génie créateur des Congolais et demandent aux responsables du bateau de continuer sur la voie de l'innovation. « Nous avons construit le bateau avec une capacité de 150 tonnes de marchandises pour sa stabilité et 800 passagers avec des places assises »

Nord-Kivu : calme précaire dans la région de Tchanzu et Runyonyi après des combats entre Fardc et M23. A Rutshuru-centre, une psychose gagne toute la cité ce mardi. La population craint en effet l'avancée des combattants du M23, affirment les sources locales. Les rebelles occupent actuellement la cité de Tchengerero et progresseraient vers le pont de Rwanguba, une dizaine de kms chef-lieu du territoire de Rutshuru où actuellement sont concentrées les troupes des Fardc. Sur un autre front, la route ainsi que le trafic routier entre Bunagana et Rutshuru est coupée depuis le 28 mars. Les rebelles du M23, occupent la colline de Busare qui surplombe la cité de Bunagana. La suspension du trafic routier entre Bunagana et le reste de province a des conséquences sur le plan économique de toute la province. Bunagana est un axe d'intérêt régional qui offre plusieurs opportunités aussi à la RDC qu'aux pays du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). **Affrontements Fardc-M23 : la Monusco apporte un appui aux Fardc (général Chavanat).** « Il y a deux enjeux principaux. Le premier, c'est bien sûr la protection des civils qui est le cœur de notre mission. Et pour ce qui est de la zone des affrontements actuels, nous sommes présents sur une base importante au Sud-Ouest de Bunagana. Cette présence nous permet d'accueillir les populations civiles. Le second, offrir un soutien aux Fardc, soutien qui se matérialise à travers un partage d'informations, mais aussi par un appui logistique constant par l'apport des moyens de transport, des moyens d'évacuation sanitaire, ...», a expliqué le commandant second des forces de la Monusco, Il fait également savoir qu'une base de la Monusco dans la zone de combats permet d'accueillir et de convoyer les personnes qui fuient les affrontements vers des secteurs plus sécurisés. **Attaques du M23 à Rutshuru : « Une violation de l'accord pour la paix », estime Etienne Kambale.** Pour le président d'une organisation locale FPJAD membre de la thématique bonne gouvernance de la société civile, le M23 était déjà défait militairement depuis 2013, et mué en parti politique et ne possédait plus la capacité d'attaquer les Fardc sans le soutien du Rwanda. « Présentement, les troupes du M23 avec leurs alliés rwandais ont avancé sur plusieurs positions. Nous risquons de perdre de grandes entités et Goma risque de se couper de Rutshuru, ce qui est inacceptable. Le Rwanda a violé délibérément cet accord, ils ont appuyé le M23 pour qu'il puisse prendre nos entités ». Pour lui, la première étape serait que le gouvernement par le truchement du ministre des Affaires étrangères et notre représentant au Conseil de sécurité interpelle directement le Rwanda.

Kananga : plaidoyer pour l'interdiction des paris aux enfants. Le Comité urbain des enfants plaide pour l'interdiction de la participation des enfants aux paris. Cette organisation dit avoir constaté que la participation des enfants à ces jeux d'hasard est à la base de l'irrégularité à l'école et le manque de révision des cours à la maison. D'où la nécessité, de prendre des mesures, parce que le droit le plus touché est celui de l'éducation. Il suggère la prise d'un arrêté urbain pour contraindre les organisateurs de ces jeux à exclure la participation des enfants.

Kasaï-Oriental : retour au bercail de plus de 200 ménages du territoire de Lupatapata. Plus de deux cents foyers de Lupatapata sont rentrés à Luabala le 27 mars après avoir fui la répression et l'attaque armée du chef Nkoji Alias Tshingejeji, du groupement de Bakua Tshika, dans le territoire de Dibelenge (Kasaï-Central). Ces ménages constitués de plusieurs femmes et des enfants ont été reconduits par le ministre provincial de la Santé et des Affaires humanitaires. Une assistance humanitaire leur a été remise sur place dans leur localité par l'envoyé du gouvernement provincial.

Kasaï-Central : l'ACDHO appelle au rejet de « toutes les sollicitations des politiques » pour l'élection du gouverneur. « L'Association congolaise des droits de l'homme (ACDHO) estime que l'expérience de tickets ne convainc pas, puisque n'ayant pas atteint des résultats escomptés et que nos députés provinciaux ont privilégié les intérêts des mentors au lieu de rencontrer les aspirations profondes de la population ». L'ACDHO voudrait que les députés provinciaux du Kasaï-Central ne tiennent pas compte de cette sollicitation « qui est une vieille pratique des régimes passés et qu'à ce jour, il faut juger le candidat gouverneur sur ses actes plutôt que sur le mot d'ordre ».

Sud-Ubangi : la construction du pont de Gemena, une aubaine pour les agriculteurs d'écouler leurs produits. La population de Gemena se réjouit de la construction du pont à la suite de l'érosion qui avait coupé l'avenue Tshisekedi en deux. Selon elle, cet ouvrage d'une capacité de 15 tonnes, de 7 mètres de long sur 5 de large est capital pour desservir les produits de consommation de première nécessité ainsi faciliter le tourisme.

La Monusco perd le contact d'un de ses hélicoptères. La Monusco indique que l'engin était en mission de reconnaissance dans la zone de Tshanzu, dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu. La zone de Tshanga est le théâtre d'affrontements armés depuis le 28 mars entre les Fardc et les rebelles du M23.

Kinshasa : la RDC admise au sein de l'East african community. La RDC rejoint dans la Communauté des Etats de l'Afrique de l'est, le Burundi, le Kenya, le Rwanda, le Soudan du Sud, la Tanzanie et l'Ouganda. L'objectif de l'East African Community est la coopération économique régionale centrée sur les personnes et fondée sur l'économie de marché. Felix Tshisekedi proposé la création d'une nouvelle institution au sein de l'East African Community qui aura comme mission de se pencher sur l'environnement, les ressources naturelles, les mines et l'énergie. Il a également suggéré que le siège de ce nouvel organe soit à Kinshasa.

Insécurité dans l'Est de la RDC : une moyenne de 250 civils sont tués par mois (Bintou Keita). Bintou Keita a informé les 15 membres de l'exécutif onusien que, malgré les opérations militaires menées dans le cadre de l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu, les pertes civiles et les déplacements des populations ne cessent d'augmenter. Le dernier rapport de la Représentante spéciale sur la RDC a été présenté devant la même institution en décembre 2021. Depuis lors, la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC s'est détériorée en dépit des opérations militaires conjointes Fardc-UPDF contre l'ADF et la Codeco. Bintou Keita a aussi mis en exergue la reprise alarmante, ces trois derniers mois, des activités du mouvement M23 au Nord-Kivu. Pour elle, la détérioration de la situation sécuritaire dans les deux provinces mises sous le régime de l'état de siège illustre, selon ses propres termes, les limites inhérentes au recours aux seules opérations militaires pour résoudre les conflits.

Mercredi 30 mars.

Nord-Kivu : l'armée tient responsable le M23 d'avoir abattu un hélicoptère de la Monusco. Pour le moment, les causes de cette disparition ne sont pas connues et une enquête est ouverte sur les circonstances de ce drame. Pendant ce temps, un calme apparent s'est observé dans la soirée du 29 mars sur le terrain des combats qui opposent les Fardc aux rebelles du M23 dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Des sources de la société civile à Bunagana confirment que les Fardc contrôlent à l'heure qu'il est la zone frontalière de l'Ouganda. Les M23 ont été chassés de Rwanguba et se seraient repliés à Jomba et Chanzu. Les affrontements de ce mardi ont fait au moins quatre morts côté M23, et deux dans les rangs des Fardc. Dix autres rebelles du M23 auraient été capturés côté Ougandais alors qu'ils tentaient de fuir après avoir été chassés du côté congolais. **Le Secrétaire général de l'ONU annonce la mort de 8 casques bleus dans le crash d'un hélicoptère dans la région de Tchanzu.** Leurs corps ont été retrouvés lors d'une opération de recherche et de sauvetage lancée par la Monusco. L'hélicoptère opéré par le contingent pakistanais, était en mission de reconnaissance dans la zone de Tshanzu, où des affrontements ont eu lieu ces derniers jours entre le M23 et les Fardc. Une enquête est en cours. **annonce le patron de l'ONU. Situation sécuritaire à Rutshuru : l'Union Européenne appelle le M23 à se rendre.** Elle demande à tous les pays de la région des grands lacs de coopérer pour le rétablissement de la paix dans cette zone et encourage la saisine des mécanismes de gestion des différends des instances régionales et internationales

compétentes. L'UE invite les autorités congolaises et les forces de sécurité nationales et internationales à renforcer la protection des populations civiles. Enfin, l'Union Européenne rappelle que les attaques du M23 contre les Fardc aggravent encore davantage une situation humanitaire et sécuritaire extrêmement préoccupante.

Nord-Kivu : plusieurs habitants de Rutshuru ont fui leurs milieux, la société civile redoute une catastrophe humanitaire. Le groupement de Jomba et plusieurs autres localités environnantes en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) sont quasiment vidés de leurs habitants depuis le 28 mars. La situation est consécutive aux nouvelles attaques des rebelles du M23 contre les positions des Fardc dans la zone depuis le début de la semaine. Les déplacés ont fui, les uns vers le territoire Ougandais, les autres dans les cités plus sécurisées du territoire de Rutshuru.

Nord-Kivu : une accalmie observée sur le terrain de combat à Rutshuru. Les sources de la société civile de Rutshuru, révèlent qu'après de violents combats d'hier mardi 29 mars près de la cité de Bunagana, les M23 se seraient retirés de la zone vers une direction jusque-là inconnue. Chaque partie engagée dans les combats maintient ses positions. Les Fardc renforcent et consolident leurs positions à Rangira, à au moins 6 kms de Rutshuru-centre sur la route de Bunagana. Le M23 continue à maintenir ses positions conquises le lundi, sur les deux collines stratégiques de Tchanzu et Runyonyi.

Haut-Katanga: manifestation des motocyclistes contre une mesure de la mairie de Lubumbashi, leur interdisant de « circuler avec leurs engins au centre-ville ». Cette mesure est consécutive à de nombreuses plaintes de la population. C'est notamment, des cas d'accidents et des embouteillages occasionnés par les motocyclistes, qui stationnent leurs motos même en pleine chaussée. Durant cette manifestation, les motocyclistes ont jeté des pierres sur le bâtiment de la mairie. Plusieurs vitres ont été endommagées ainsi que plusieurs véhicules. La police a fait usage des gaz lacrymogène. Quelques manifestants ont été interpellés.

Johannesburg : colloque sur la politique minière régionale de la SADC. L'objectif est d'amener les pays membres de la SADC à valoriser leurs produits miniers. Une démarche qui peut contribuer au développement social et économique de ces pays. Pour cela, ces pays doivent accélérer la mise en œuvre de leur politique minière commune.

Enjeux pour la RDC. Le plan stratégique du secteur des mines repose sur cinq piliers dont notamment le développement d'une industrie minière compétitive. Le code minier de 2018 interdit l'exportation des minerais à l'état brut. Les pays qui tirent le plus profit de l'exploitation minière sont ceux qui ont réussi le traitement et la transformation des minerais localement. Par exemple, au-delà d'exporter la cathode de cuivre, la RDC doit songer à produire des câbles électriques. C'est en cela que partager une politique minière commune au sein de la SADC lui offre de belles perspectives, soutiennent des experts. Ayant beaucoup de réserves de diamant, la RDC peut s'inspirer du modèle Botswanais. Ce pays aujourd'hui n'exporte aucun diamant à l'état brut. Mais pour cela, il faut mettre à disposition beaucoup de moyens et qu'il y ait une réelle volonté politique, concluent-ils.

Kinshasa : 9 enfants opérés à cœur ouvert gratuitement à la Clinique Ngaliema, à la faveur de la campagne « opération à cœur ouvert » organisée par le gouvernement, du 21 au 28 mars et menée conjointement par une équipe de médecins belges et des médecins congolais de la Clinique de Ngaliema. Sur une dizaine de cas sélectionnés, neuf ont été opérés à Kinshasa et les autres le seront à Bruxelles en Belgique.

Kinshasa : flambée des prix de denrées alimentaires sur le marché. Les prix augmentent alors que le taux du dollar reste inchangé. Certains vendeurs du marché Gambela affirment que « les taxes et l'incompétence des dirigeants sont à la base de la surchauffe des prix observée ces jours-ci » Face à cette hausse de prix continuelle, les ménagères disent éprouver des difficultés pour la survie de leurs familles. Tous appellent le gouvernement « à trouver rapidement des solutions pour réduire cette tension que vit la population au quotidien ».

Bunia: 5 militaires impliqués dans le trafic d'armes avec les groupes armés. Ces personnes ont été dénoncées par une femme qui a été arrêtée le 26 mars avec plus de 700 munitions sur le tronçon routier Bambu-Kilo en territoire de Djugu. Il ajoute que quatre autres soldats impliqués dans ce dossier sont en fuite et sont recherchés par les services de sécurité. La société civile de l'Ituri demande au gouvernement de poursuivre les enquêtes pour dénicher ce réseau au sein de l'armée en vue de mettre fin aux conflits armés qui perdure dans cette province.

Nord-Kivu : rupture de stock du vaccin BCG à Butembo depuis plusieurs semaines. Le responsable de l'antenne locale du Programme élargi de vaccination, docteur Bernardin Siviholya qui a confirmé cette rupture de vaccin anti-tuberculose, a par ailleurs, indiqué que le problème se pose au niveau de Kinshasa. Il a affirmé que « la question est sur la table des autorités nationales qui doivent y trouver solution ».

Assemblée nationale: plénière sur l'examen de la motion de défiance contre le ministre de l'Economie. Les députés nationaux signataires de cette motion se disent déterminés à déchoir le ministre à la suite de la montée vertigineuse des prix des biens et services sur le marché. Par ailleurs, au cours de la même plénière de ce

mercredi, le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur viendra répondre à une question orale avec débat du député Jackson Ausse sur la déstabilisation des Assemblées et des gouvernements provinciaux.

UNIKIN : conditions d'accueil difficiles des étudiants, le comité de gestion tente de sauver les meubles. Les étudiants des promotions de recrutement de certaines facultés suivent des cours dans des conditions inhumaines à l'Université de Kinshasa (UNIKIN). Cela est dû au surpeuplement de cette université. En attendant que le gouvernement apporte des solutions durables face à ce problème, le comité de gestion de l'UNIKIN a amorcé des travaux de construction des nouveaux auditoires pour prévenir le pire. Construits pour accueillir 100 étudiants, certains auditoires accueillent à ce jour cinq cents à mille étudiants, sans climatisation ni sonorisation. C'est le cas en première année de graduat des facultés de droit, médecine, communication, sciences politiques et administratives ainsi qu'économie. Certains assistent au cours à travers les fenêtres.

Maniema : la coordination de la médecine traditionnelle lance un appel de fond pour la construction du siège de ses services. Dans le cadre de la couverture sanitaire universelle prônée par le chef de l'État, le système sanitaire est en train d'intégrer la médecine traditionnelle dans le système national des soins de santé primaire. C'est dans ce cadre que le ministère de la santé a octroyé, il y a quelques mois, à la coordination provinciale de médecine traditionnelle et des plantes médicinales du Maniema un terrain pour y bâtir un édifice qui va abriter la cellule de médecine traditionnelle à l'hôpital général de référence de Kindu. Mais faute de moyens, ce projet peine à démarrer, selon le coordinateur provincial de la médecine traditionnelle et des plantes médicinales du Maniema.

Lualaba : accident du train de la SNCC, 11 blessés graves transférés à Kolwezi pour des soins. Trois blessés sont restés à l'hôpital de la Cimenkat à Lubudi auxquels s'ajoutent 15 membres de famille qui étaient avec eux dans le train. Certains blessés avaient été ramenés à l'hôpital de Luena dans le territoire de Bukama, d'autres malades ont quitté l'hôpital de leur propre chef pour une destination inconnue. La SNCC transfèrera très prochainement les trois malades avec cinq autres qui sont pour le moment admis à l'hôpital général de référence de Luena dans le territoire de Bukama. Par ailleurs, cinq enfants qui avaient perdu leurs parents dans ce drame ferroviaire ont été accueillis à l'orphelinat des religieuses à Fungurume.

L'adhésion de la RDC à l'EAC représente des opportunités d'investissements et de commerce (Serge Tshibangu). Selon le professeur Serge Tshibangu, mandataire spécial du président de la République, les entrepreneurs congolais devront eux aussi saisir l'opportunité d'investir dans le marché qu'offrent les autres pays membres de la communauté des États de l'Afrique de l'est. « Mais nous trouvons également un marché de près de 140 millions de consommateurs. Ça veut dire que cela constitue un bon marché pour nos fermiers, pour nos producteurs de cacao, nos producteurs de fruits... ». Cependant, Al Kitenge, analyste économique et stratège, a soutenu que « pour réussir son adhésion à la communauté des États de l'Afrique de l'Est, la RDC devra relever plusieurs défis notamment celui de la compétitivité de la nation ».

Kwilu : plus de 19 motos volées en moins de trois semaines (Police). Selon le chargé de communication de la police nationale congolaise du Kwilu : « Il y a des voleurs qui utilisent la drogue, il y en a qui utilisent la violence. Les voleurs généralement demandent aux motards de les accompagner quelque part, et arrivés à des endroits isolés, ils usent alors de la violence pour récupérer ces motos-là. » Il appelle donc les propriétaires des motos ainsi que des conducteurs de taxi moto à la prudence.

Procès des Imams à Beni : le tribunal militaire auditionne 16 prévenus. Parmi les prévenus, le ministère public considère le nommé Mumbere Katina "Aldi" comme l'un des cerveaux moteurs des assassinats des imams. Des faits survenus entre le 30 avril et le 18 mai 2021 dans la région de Beni. En dehors des Congolais, un Ougandais et deux Burundais font partie des prévenus poursuivis pour participation à un mouvement insurrectionnel, assassinat et terrorisme. La prochaine audience a été renvoyée au 7 avril pour la poursuite d'instruction.

Tanganyika : des cas de diarrhée et malnutrition signalés parmi les 5 000 ménages déplacés sur l'axe Nyemba. Plus de cinq mille ménages déplacés qui ont trouvé refuge sur l'axe Nyemba vivent dans des situations humanitaires déplorables. Des sources locales affirment, mercredi 30 mars, que des cas de malnutritions et des diarrhées sont enregistrés parmi ces personnes. Elles ont fui une incursion en début du mois de mars des éléments Twa, dans le village Mumbwili, dans le territoire de Kalemie (Tanganyika).

COVID-19 au Maniema : plus de 2 000 personnes vaccinées à Kasongo. La majorité de personnes vaccinées ont choisi le Johnson&Johnson parce que ça se donne à une seule dose. D'après le médecin chef d'antenne du

programme élargi de vaccination (PEV)/Kasongo, les gens n'avaient pas accepté facilement cette campagne à rapport avec la désinformation qui était récoltées dans des réseaux sociaux.

Kwilu : pas d'ouverture de la session de mars à l'assemblée provinciale. Selon le président de cet organe délibérant, la mort de trois députés provinciaux sur la rivière Maï-Ndombe n'a pas permis aux élus de siéger. Selon lui, les travaux parlementaires vont reprendre après inhumation de cinq corps placés à la morgue de l'hôpital du cinquantenaire à Kinshasa. Il déclare que cette ouverture de la session va se faire par un communiqué officiel.

Nord-Kivu : trois nouveaux cas de rougeole enregistrés à Lubero. Ces trois cas s'ajoutent au tout premier cas enregistré dans la même zone il y a quelques jours. « Actuellement, au niveau de la zone de santé, on est en train de vacciner les enfants de 6 à 59 mois contre la rougeole pour qu'elle ne puisse pas atteindre encore d'autres contrées de la zone de santé » d'après le médecin responsable du programme élargi de vaccination (PEV).

Tshopo : la route Kisangani-Ubundu de nouveau opérationnelle. Le trafic a repris le 29 mars sur la route Kisangani-Ubundu, après la barricade au point kilométrique 28 par les jeunes gens à l'aide de gros troncs d'arbres pour exiger le paiement de leur rémunération auprès de l'entreprise chinoise qui réhabilite cet axe routier. Ces jeunes gens disent n'avoir pas été payés depuis trois mois par l'entreprise chinoise LWD. Le gouverneur de province par intérim, est descendu sur les lieux. Il s'est indigné : « Si la revendication est liée au salaire, il y a la procédure à suivre. Nous avons déjà pris la décision de résilier le contrat avec la société chinoise, maintenant il reste à savoir combien ils doivent à ces gens. ...»

Lutte contre la COVID-19 : le Japon remet des équipements de la chaîne de froid pour la conservation des vaccins. Ce matériel est constitué de 100 réfrigérateurs solaires, 100 congélateurs, 3 chambres froides, 2 groupes électrogènes, 500 glaciers et 1000 porte-vaccins. « Ce don va permettre d'améliorer la capacité de stockage, de conservation et de distribution des vaccins pour assurer un accès équitable aux populations prioritaires et socialement défavorisées. Il va contribuer à la réduction de la mortalité et de morbidité dues à la COVID-19 grâce à une assistance technique », a déclaré M. Minami Hiro, l'ambassadeur du Japon en RDC.

Le ministre de l'Economie déchu. Le ministre de l'Economie, Jean-Marie Kalumba, est destitué ses fonctions. 368 députés nationaux ont pris part au vote de la motion de sa déchéance, mercredi 30 mars à l'Assemblée nationale. 277 ont voté pour la motion, 79 ont voté contre la motion et 12 abstentions. Il est reproché à Jean-Marie Kalumba la montée vertigineuse des prix des biens et services sur le marché. Les prix augmentent alors que le taux du dollar reste inchangé. Cette augmentation frôle, selon l'auteur de la motion, les 50% dans certaines provinces.

En réaction, le ministre de l'Économie a justifié la hausse de prix sur le marché notamment par la crise en Ukraine. Arguments non convaincants pour les députés qui ont voté pour la motion. Sur pied de l'article 147 de la Constitution, le ministre Jean-Marie Kalumba est donc déchu et doit démissionner dans les 24 heures.

Jeudi 31 mars.

Beni : 4 combattants et 1 collaborateur des ADF condamnés à de lourdes peines. Depuis l'ouverture des audiences publiques mettant en cause l'auditeur militaire de garnison de Beni contre les membres des groupes armés ADF et Maï-Maï, 30 combattants ADF et leurs collaborateurs ainsi que 9 combattants Maï-Maï ont été condamnés à des peines allant de cinq ans de servitude pénale principale à la peine de mort.

Johannesburg : la RDC est capable de fabriquer ses propres batteries électriques, selon les experts. La RDC devra envisager de devenir leader dans la fabrication des batteries pour les voitures électriques. C'est ce que recommandent les experts congolais qui prennent part au colloque sur la vision minière des pays de la SADC, organisé par Southern Africa Resource Watch (SARW) à Johannesburg du 30 au 31 mars. Bien que la plupart des gisements de cobalt soient entre les mains des investisseurs étrangers, des alternatives existent, a déclaré le directeur de Southern Africa Resource Watch. Seuls les pays qui vont arriver à développer une industrie minière compétitive et donner ainsi de la valeur ajoutée à leurs minerais, pourront réellement tirer profit de l'exploitation minière notent des experts avertis. La RDC est première productrice de cobalt au monde et abrite plus de 50 % de réserves de ce métal qualifié de stratégique par le Code minier de 2018.

Bruno Lemarquis pour un meilleur partenariat avec les ONG nationales. Le représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC, coordonnateur résident pour les actions de développement du système des Nations Unies et coordonnateur humanitaire en RDC, révèle qu'une nouvelle architecture de coordination humanitaire a été mise en place depuis un mois. Celle-ci commence avec les coordinations opérationnelles

provinciales où les ONG nationales sont mieux représentées qu'elles ne l'étaient avant, tout comme dans le Pôle de soutien à l'Est et va jusqu'à l'Equipe humanitaire-Pays à Kinshasa : « J'espère vraiment que, c'est la meilleure représentation possible des ONG nationales, représentées par leurs coalitions. Il faut qu'elles participent aux discussions stratégiques avec les restes des acteurs, Nations Unies, bailleurs de fonds, humanitaires, ONG internationales ». En ce qui concerne la Caritas Congo, il dit espérer avoir les meilleures relations possibles avec cette structure de l'Eglise catholique présente dans quarante-sept diocèses à travers le pays. Caritas Congo reste un partenaire-clé, non seulement pour l'action humanitaire, mais aussi pour toutes les actions de paix, de cohésion sociale et de développement.

Haut-Katanga : la société civile déplore la montée criminalité à Kasumbalesa. C'est depuis le mois de janvier que les habitants de Kasumbalesa font face à la criminalité. Les bandits défoncent les portes, cassent des vitres et braquent les armes sur les occupants à qui ils exigent des sommes exorbitantes d'argent et autres biens de grande valeur. Certains bandits entrent par effraction dans les maisons, volent, violent et par moment tuent leurs occupants. Les résidences les plus visées sont celles des quartiers Golf, Hewa Bora et Sous station.

Unikin : les étudiants impatients d'être logés dans les homes réhabilités. Les travaux de réhabilitation des résidences universitaires à l'Université de Kinshasa ont été lancés le 10 février 2020. Deux ans plus tard, les étudiants ne sont toujours pas logés dans les homes. Depuis 2021, les 8 homes du plateau des étudiants ont été complètement rénovés. Les homes 20 et 30 demeurent dans un état désastreux et nécessite la réhabilitation avant tout hébergement. Le recteur de l'Unikin encourage le gouvernement à poursuivre la réhabilitation.

Meurtre de Simba Ngezayo : les familles des détenus de la prison de Ndolo plaident pour l'instruction du dossier. «Nous demandons à l'auditeur général et au Président de la république que justice soit fait parce que c'est inconcevable que les gens soient incarcérés pendant seize mois en prison sans être auditionnés, sans enquête. Nous demandons que justice soit faite, que les innocents soient libérés et que les coupables subissent la rigueur de la loi. Que le dossier soit ramené à Goma», a indiqué Feza Bahati.

Kwilu : le gouverneur demande au SECOPE de suspendre les agents impliqués dans une corruption présumée. D'après l'autorité provinciale, les agents du SECOPE commis dans l'identification des écoles dernièrement créées dans la sous-division de l'EPST Bulungu 3 à Djuma, se sont compromis dans le monnayage des services : « Le Service de contrôle et de paie des enseignants (SECOPE) percevait 25 000FC par rapport au dernier évènement d'identification des écoles, 25 000 FC par agent ». Le gouverneur ajoute que la même décision sera appliquée à « certains inspecteurs du secondaire qui ont aussi monnayé le contrôle des dossiers ».

Beni : Julienne Lusenge pour une collaboration renforcée population-Monusco-autorités pour le retour de la paix. « Nous sommes tous pour la paix, nous voulons la paix à Beni et à Lubero, nous voulons que la population puisse aller dans leurs champs et pour ça il faut une bonne collaboration de la population, de la Monusco et des autorités. Donc je suis venu l'encourager [le chef de bureau] et lui demander de faire encore un peu plus ». La militante des droits de la femme a aussi évoqué la possibilité de « voir comment relayer la voix des jeunes pour que les décideurs à tous les niveaux puissent écouter la voix de Beni, la voix des jeunes, des femmes, des gens de Beni qui réclament la paix».

Kwilu : au moins 1300 élèves de 5 écoles d'Idiofa centre étudiant sous les arbres après de fortes pluies. Selon le sous Proved d'Idiofa, les bâtiments de ces écoles, les toitures ainsi que les tableaux ont été détruits par la pluie le 4 mars. Il déplore les conditions dans lesquelles ces élèves étudient. Les élèves étudient à l'ombre des palmiers. Situation avilissante qui expose les apprenants à des intempéries inattendues. Il lance un appel vibrant aux personnes de bonne volonté pour un secours en tôles et ciment en vue de pallier à cette défaillance catastrophique».

Nord-Kivu : Julien Paluku appelle les groupes armés à déposer les armes pour favoriser le développement. Le ministre de l'Industrie et notable de la province du Nord-Kivu a lancé cet appel : « Je voudrais interpeller tous ceux qui pensent que le salut de Beni, Lubero, Butembo ou de la RDC se trouve dans les armes qu'ils se trompent Et surtout les armes illégales détenues par les groupes armés. C'est le premier message. Le deuxième message est qu'effectivement, le secteur commercial ou des investissements est affecté par cette guerre et cela empêche nos opérateurs économiques de pouvoir se relancer. Je voudrais m'adresser à ceux qui entretiennent les groupes armés, à ceux qui sont dans la déstabilisation de cette partie de la République qui sont contre la population congolaise. Parce que les affaires, l'argent, le développement, l'investissement n'aiment pas là où il y a des bruits de bottes ».

Ituri : marche des chrétiens catholiques de Bunia pour exiger la restauration de la paix. Le diocèse de Bunia a organisé le 30 mars, une marche pacifique dénommée « Caravane de la paix ». Selon l'évêque, Mgr Dieudonné Uringi, l'objectif était « d'interpeller le gouvernement à assumer sa responsabilité pour imposer la paix en Ituri ». Il appelle notamment les combattants à cesser les violences contre leurs propres frères. Des milliers de fidèles catholiques de toutes les paroisses de la ville ont répondu à cet appel de l'évêque du diocèse de Bunia. Les manifestants portaient de banderoles sur lesquelles on peut lire : « Nous exigeons la paix, l'Etat congolais doit neutraliser les forces négatives, les Ituriens doivent se désolidariser des auteurs de nos souffrances ou encore la paix est un droit ». Une messe d'action de grâce a également été dite sur le terrain de l'EPO Ville en mémoire des victimes des atrocités des groupes armés dans cette province.

Nord-Kivu : situation sécuritaire imprévisible sur le champ de bataille à Rutshuru. Les rebelles qui se sont retirés mardi 29 mars de la zone de Tchengerero à environ 6 kms du chef-lieu du territoire de Rutshuru sur la route de Bunagana, présentement sous contrôle de l'armée, se sont fondus dans la nature sans connaître exactement leur destination. Pendant ce temps, aux alentours de la cité de Bunagana, localité à la frontière entre la RDC et l'Ouganda où les Fardc ont repoussé mardi, l'avancée du M23, les acteurs coutumiers de Djomba s'interrogent également sur leur destination et appellent la population et l'armée à la « vigilance ». Cette stratégie adoptée par le M23 qui maintient toujours ses positions conquises à Tchanzu et Runyonyi, ne laisse aucun doute que ces rebelles qui se seraient concentrés sur la colline de Bugusa près de la cité de Tchengerero, surprennent l'armée par des combats ouverts sur plusieurs fronts, précisent les sources concordantes dans le territoire de Rutshuru.

Election du gouverneur au Maniema : les députés provinciaux appelés à plus de responsabilité. La présidente de l'Assemblée provinciale du Maniema a lancé cet appel : « Il me revient de vous rappeler chers collègues que nous avons une grande responsabilité pour opérer un choix judicieux suivant les projets de société qui seront présentés par les différents candidats afin de déceler celui qui incarnera la vision du Chef de l'État et qui répondra le mieux aux besoins réels de notre population ». Elle a, par ailleurs, invité la population au calme et de continuer à placer la confiance à leurs élus.

Assemblée nationale : Jean-Marc Kabund dépose sa lettre de démission. Il avait démissionné le 14 janvier du poste de premier vice-président du bureau de l'Assemblée nationale. Mais il n'avait, jusque-là, pas encore déposé sa lettre de démission. Dans ce post, il n'évoquait pas les causes de sa démission. Mais, celle-ci intervenait deux jours après les incidents ayant opposé sa garde rapprochée à un élément de la Garde républicaine (GR). En fait, un militaire de la Garde républicaine avait été désarmé sur l'avenue des Poids lourds par les éléments de police commis à la sécurité du président intérimaire de l'UDPS. En guise de représailles, les militaires de la Garde républicaine sont allés vandaliser la maison de Jean-Marc Kabund, dans la commune de Limete. Depuis lors, Jean Marc Kabund avait été désavoué par sa famille politique.

Butembo: plaidoyer de la société civile pour fournitures scolaires en faveur des enfants déplacés. Selon la société civile, plusieurs enfants déplacés inscrits dans des écoles à Bulengera manquent de fournitures scolaires. « Nous avons seulement été dans 7 écoles du quartier Rughenda, et nous avons identifié déjà autour de 142 écoliers qui traversent des conditions vraiment précaires ». Cette tournée va s'étendre sur toute l'étendue de la commune de Bulengera. D'où l'appel lancé aux personnes de bonne volonté pour une assistance à ces enfants.

Tony Mwaba inaugure un call center pour gérer les plaintes de l'EPST. Le ministre de l'enseignement supérieur et technique a inauguré le 30 mars à Kinshasa, le Centre d'appels « Allô École » au ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique. Le centre d'appels est joignable gratuitement pour tous les résidents en RDC à travers le numéro vert « 178 ».

Lubumbashi : les motocyclistes désapprouvent la décision interdisant leur circulation au centre-ville. Les motocyclistes ont manifesté ce 31 mars dans plusieurs coins de la ville de Lubumbashi. Ils exigent la levée de la mesure portant interdiction de circulation des taxis motos au centre-ville de Lubumbashi. Leur mouvement a perturbé l'ordre public. La police a, une fois de plus, procédé à quelques interpellations.

Nord-Kivu : l'ONG REDHO constate une faible présence des femmes dans les institutions de l'État dans la région de Beni-Lubero. Seuls 20 responsables des services publics de l'État sur 270 dans le grand Nord-Kivu sont des femmes. Le REDHO s'indigne du fait que dans la territoriale, aucune femme ne figure parmi les 24 autorités nommées pour gérer l'état de siège dans le grand Nord Kivu. Dans le secteur de la justice par exemple, le rapport note 3 femmes seulement sur 38 magistrats civils des parquets et tribunaux. Cependant, du côté des parquets et tribunaux militaires, il n'y a aucune femme sur les 8 magistrats. Le rapport souligne aussi qu'il n'y a aucune femme médecin chef de zone au niveau de l'antenne de la division provinciale de la sante de Butembo.

Même situation du côté de la police et de l'armée dans les villes de Butembo et Beni, ainsi que dans les territoires de Beni et Lubero. Cette faible présence des femmes est également constatée dans d'autres domaines, notamment au niveau de la province éducationnelle de l'EPST Nord Kivu 2, des différents bureaux des services étatiques et dans le domaine foncier.

Tshopo : l'Assemblée provinciale fustige les tueries des populations par des groupes armés en Ituri. Pour le président de l'assemblée provinciale de la Tshopo, il est inacceptable que nos compatriotes de l'Ituri continuent de perdre la vie suite aux violences des groupes armés étrangers et locaux. Il a, par ailleurs, dénoncé la situation sécuritaire alarmante dans la Tshopo, en général et le banditisme urbain particulièrement à Kisangani. Ceci est l'œuvre de jeunes désœuvrés. C'est pourquoi il exhorte les membres du comité provincial de sécurité à conjuguer les efforts afin d'endiguer ce phénomène.

Projet des 145 territoires en Equateur : l'assemblée provinciale annonce le contrôle des services publics. Pour la présidente de l'assemblée provinciale de l'Equateur, le projet des 145 territoires est une première qui vise le développement à la base. D'où l'adhésion qu'elle a sollicité auprès de ses pairs pour l'accompagnement, le suivi et l'appropriation de ce projet. Face aux détournements récurrents des fonds publics et d'autres antivaleurs dans la province, elle a mis en garde les mandataires ou gestionnaires de l'État qui s'hasarderaient au détournement des fonds alloués à l'exécution dudit projet.

Nord-Kivu : les députés condamnent le comportement "criminel et récidiviste" du M23. « Le gouvernement de la RDC devrait s'assumer. Cesser avec la complaisance dans le traitement du dossier du mouvement rebelle M23. Renforcer la politique de mutualisation des forces avec les forces armées ougandaises, grâce à laquelle Bunagana a été libéré. Au président de la RDC, si vous estimez que notre voisin le Rwanda soutient le M23, pour déstabiliser notre population, et violer les limites nationales, si tous les éléments de preuves l'attestant sont réunis, c'est alors une guerre que le Rwanda, par des personnes interposées, a engagé contre la RDC », ont-ils déclaré. Les élus du Nord-Kivu ont rappelé au Président de la République, qu'il est de son devoir de s'assumer.

Beni : les étudiants promettent d'accompagner l'autorité urbaine dans la recherche de la paix. « Nous nous engageons de nous désolidariser avec les mouvements qui insécurisent la ville, les mouvements qui empiètent les actions visant à restaurer la paix dans la région de Beni ». La coordination de la Représentation des étudiants du Congo (REC), section de Beni, s'engage « à pactiser, à mutualiser avec les autorités de la place pour le retour de la paix. Dans tous les quartiers de la ville de Beni, il y a au moins un étudiant qui peut remonter une alerte ou une information auprès des autorités afin qu'on puisse démanteler les réseaux mafieux. »

